



**La Grande Paix de Montréal :
300 ans plus tard**

Relations

société politique religion

NUMÉRO 670

août 2001

Nos amies, les bêtes?

Question animale,
question politique

Coq-à-l'âne
avec Charles

Les nouveaux
loups-garous



**La tragédie oubliée
des Kurdes**



4.95 \$



ARTISTE INVITÉE :
ÉLIANE EXCOFFIER



NUMÉRO 670, juillet-août 2001

4 actualités

émergence

- 9 EN REVENANT DE QUÉBEC
GUY PAIEMENT

25 EN BREF

ailleurs

- 26 LA TRAGÉDIE OUBLIÉE DES KURDES
ISAAC ISITAN

controverse

- 28 STRATÉGIE NON VIOLENTE OU
DIVERSITÉ DES TACTIQUES?
EVELYNE PEDNEAULT ET MICHAEL GAGNÉ

regard

- 30 LA GRANDE PAIX DE MONTRÉAL :
300 ANS PLUS TARD
DENYS DELÂGE ET ROMÉO SAGANASH

prisme

- 36 LA MORT DE MON PÈRE
WAJDI MOUAWAD

38 multimédias

40 livres

PHOTO DES KURDES : CANAPRESS/ALLEN MCINNIS

Relations

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX

25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
téléc. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca

DIRECTEUR

Jean Bellefeuille

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean Pichette

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Anne-Marie Aitken

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Jean-Claude Ravet

DIRECTION ARTISTIQUE

Mathilde Hébert

RÉVISION/CORRECTION

Éric Massé

IMPRESSION

HLN, Sherbrooke

COMITÉ DE RÉDACTION

Gregory Baum, Michel Beaudin,
Guy Dufresne, Élisabeth Garant, Joseph
Giguère, Vincent Greason, Fernand Jutras,
Nicole Laurin, Françoise Nduwimana, Guy
Païement, Carolyn Sharp, Francine Tardif

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Jean-Marc Biron,
Dominique Boisvert, René Boudreault,
Marc Chabot, Jean-Marc Éla, Vivian
Labrie, Jean-Paul Rouleau

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans l'*Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ABONNEMENTS

Hélène Desmarais
8 numéros (un an) : 30 \$ (taxes incluses)
Deux ans : 55 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 35 \$ Étudiants : 25 \$
TPS : R119003952
TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

ISSN 0034-3781
Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

DOSSIER

10 NOS AMIES, LES BÊTES?

Les animaux sont aujourd'hui partout et nulle part à la fois. Ils sont souvent devenus *de facto* des membres de la famille, en même temps qu'on les cache derrière les murs des abattoirs – sans parler du fait qu'on les voit tous les jours dans notre assiette. Que nous dit sur nous-mêmes notre façon de penser et de vivre avec – ou dans l'oubli – des animaux? Peut-être la fièvre aphteuse et la vache folle finiront-elles par nous convaincre que c'est au fond une certaine idée de l'être humain qui est folle...

- 12 QUESTION ANIMALE, QUESTION POLITIQUE
Entrevue avec Élisabeth de Fontenay
JEAN PICHETTE

- 16 COQ-À-L'ÂNE AVEC CHARLES
FERNAND JUTRAS

- 20 LES NOUVEAUX LOUPS-GAROUS
JEAN PICHETTE

ARTISTE INVITÉE

Après avoir complété un baccalauréat combiné en histoire de l'art et en arts plastiques à l'Université de Montréal, **Éliane Excoffier** poursuit depuis quelques années un travail photographique déjà ponctué de trois expositions individuelles et de nombreuses expositions collectives. Deux ans après *Rituels*, présentée en 1997, *Petit lexique de beauté* prolongeait ainsi, à travers une pratique minutieuse des surimpressions et des bougés, une réflexion sur le corps de la femme et sur la peur de vieillir. Ce travail lui a valu une mention spéciale du jury pour le prix Contact des artistes de la relève, dans le cadre du Mois de la photo, en 1999. L'œuvre d'Éliane Excoffier comprend notamment plusieurs photographies d'animaux, qui devraient un jour faire l'objet d'une exposition.

Un cercle d'initiés?

Nos élus fédéraux savent parfois agir rapidement. Le mois dernier, ils ont adopté à toute va- peur une loi prévoyant une augmen- tation de salaire de 20 % pour les députés et les sénateurs, cette hausse atteignant 40 % dans le cas du Premier ministre. Cela se passait moins de deux semaines après qu'une commission « indépen- dante » – dirigée par un ancien ministre libéral – ait déposé des recommanda- tions en ce sens. Avant la relâche par- lementaire d'été, les élus ont donc prou- vé qu'ils pouvaient être efficaces...

Bien sûr, nos élus travaillent fort et leurs salaires étaient gelés depuis sept ans. Méritent-ils pour autant de re- cevoir désormais 131 500 \$ par année? Ce n'est pas la meilleure façon d'abor-

d'entreprise vendant des services, qu'il doit bien sûr offrir au meilleur coût s'il ne veut pas perdre ses « clients ». D'où la nécessité, entend-on régulièrement, d'offrir aux élus des salaires suffisam- ment élevés pour attirer les personnes les plus « compétentes » : des gens qui s'y connaissent en gestion, qui savent équilibrer un budget, quitte à devoir « rationaliser » les opérations.

La démocratie trouverait-elle son sens dans la possibilité – le privilège! – d'élire les gens les plus compétents? On ne demande pas aux gestionnaires d'avoir une vision du monde : il suffit qu'ils règlent des problèmes. L'espace politique apparaît dans cette optique comme un lieu « neutre », se prétendant à l'abri des idéologies. On y cherche des réponses pragmatiques à des questions semblant toujours à l'abri du miroir dé- formant des valeurs ou des idéaux qui pourraient justifier une intervention dans l'espace public.

On devine évidemment quelles « élites » d'aucuns rêvent alors de voir occuper les sièges du Parlement. Des gens d'affaires, qui pourraient montrer au bon peuple que la société n'est au fond pas différente d'une « société com- merciale ». C'est du reste ce que bon nombre de nos élus s'évertuent déjà à faire comprendre à leurs commettants, citoyens réduits en « clients » à qui il s'agirait de vendre des solutions, comme d'autres (peut-être eux-mêmes dans une « vie antérieure ») vendent des automo- biles ou des « produits financiers ».

Mais si tout est affaire de gestion, n'est-il pas périlleux de remettre la sélection de ces « bons gestionnaires » entre les mains « incompetentes » des électeurs? Ceux qui aiment clamer la fin des idéologies devraient aller au bout de leur raisonnement : ils pourraient pro- poser que l'embauche des gens appelés à « gérer » la société se fasse par exa- mens plutôt que par élections, ce qui permettrait d'éviter tout biais idéolo- gique. Les gens pourraient ainsi vaquer à leurs occupations quotidiennes en

ayant l'esprit en paix : ils sauraient que des gens « compétents » – et payés en conséquence – s'occupent d'administrer le bien commun, si une telle expression devait encore avoir du sens. La démoc- ratie, déjà confondue avec l'idée de marché, pourrait ainsi se libérer com- plètement de la tutelle du politique...

On sait pourtant ce que signifie une « bonne gestion » pour nos élites éco- nomiques : des réductions des coûts de main-d'œuvre et des politiques sociales, afin d'assurer une meilleure compétiti- vité et de plus grands bénéfices pour les entreprises... et ceux qui les dirigent! Bel exemple pour le gouvernement, qui décide d'augmenter le salaire des élus au moment où il accumule d'immenses sur- plus, après avoir notamment sabré dans l'assurance-emploi et dans les transferts aux provinces pour un système de santé qui prend l'eau de partout.

Augmenter les émoluments des élus est une chose. Souhaitons toutefois que cela n'attire pas davantage de représen- tants de nos « élites économiques ». Leur esprit plane déjà suffisamment dans nos enceintes parlementaires. C'est d'ailleurs pourquoi ils ne lorgnent pas davantage de sièges de députés : ils ont déjà une énorme influence et ils n'ont pas besoin de salaires de députés. Une enquête interne de l'Agence des douanes et du revenu du Canada révélait récemment que « près des deux tiers de toutes les entreprises canadiennes ayant déclaré des revenus annuels de moins de 15 millions n'ont pas versé un sou d'impôt fédéral entre 1995 et 1998 [...] Cela équivaut à 716 000 entrepri- ses pendant une année donnée » (*La Presse*, 22 mai 2001). Si nos élus fai- saient payer leur juste part d'impôts aux entreprises, ils ne seraient peut-être pas les seuls à pouvoir profiter d'une hausse de revenus...

JEAN PICHETTE



Éliane Excoffier,
*Petit lexique de
beauté*, n° 18,
1999

der la question. Il y a en effet toute une rhétorique autour de cette affaire qui témoigne d'un problème beaucoup plus grave. Le Parlement est vu comme un conseil d'administration devant gérer les affaires d'un État réduit au statut

Pas de soleil pour les immigrants

Trois mois sans carte d'assurance-maladie pour les nouveaux arrivants au Québec

ÉLISABETH GARANT

Au moment où André Boulerice, secrétaire d'État à l'accueil et à l'intégration des immigrants, annonçait que le Québec avait l'intention d'instaurer une cérémonie d'accueil pour « marquer l'arrivée des nouveaux arrivants sur le sol québécois », le conseil des ministres adoptait un nouveau règlement de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) imposant, dès le 31 mai 2001, un délai de trois mois avant que ces mêmes arrivants puissent bénéficier de la carte soleil. Triste ironie du sort! Après tout, sans nier la valeur des gestes symboliques, le meilleur accueil qu'un pays puisse offrir aux nouveaux immigrants ne réside-t-il pas d'abord dans la qualité de vie des personnes, laquelle comprend l'accès aux services de santé?

veaux arrivants avec les institutions de santé. Aux obstacles linguistiques et culturels vont s'ajouter les démarches administratives, dans un univers où les ressources humaines sont déjà limitées. Les expériences vécues par les revendicateurs du statut de réfugié avec le Fonds de santé intérimaire du gouvernement fédéral laissent entrevoir les difficultés auxquelles devront désormais faire face les individus, les institutions de santé et les services sociaux.

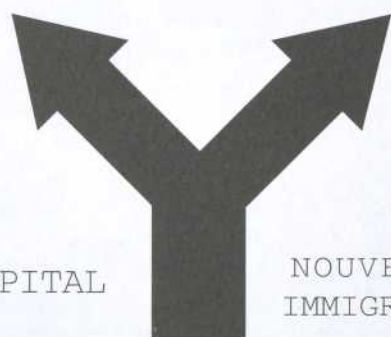
À la suite des nombreuses objections qui ont été soulevées, le gouvernement a dû réviser son règlement afin d'éviter certaines conséquences dramatiques. Les réfugiés selon la Convention de Genève, les travailleurs saisonniers, les bénéficiaires de l'aide sociale, les femmes enceintes sélectionnées avant le 31 mai 2001 et arrivant au Québec avant le 31 mars 2002, et les mineurs sélectionnés dans le cadre de la réunification familiale ne sont finalement pas touchés par la nouvelle mesure. Certains programmes parallèles doivent être mis en place pour répondre aux cas de violence conjugale, aux grossesses survenant après le 31 mars 2002 ainsi qu'à la vaccination des enfants. Le Québec doit enfin respecter des ententes de sécurité sociale établies avec certains pays européens accordant une couverture médicale à leurs ressortissants. Le délai de trois mois concerne donc surtout des personnes du tiers monde voulant émigrer au Canada. Le lucratif marché des assurances privées saura certainement élaborer des produits pour ces citoyens potentiels du Québec. On soupçonne les coûts et les conséquences que les moins fortunés auront à assumer.

La volonté du Québec d'ajuster ses programmes à ceux déjà en vigueur dans d'autres provinces, principalement l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, est le principal argument utilisé par le gouvernement et la RAMQ pour justifier

cette mesure. Elle aurait pour effet d'empêcher le départ vers les provinces limitrophes de ceux et celles qui bénéficient des soins de santé offerts au Québec dès leur arrivée au pays. Bernard Landry indiquait qu'il s'agissait de « réprimer la magouille », de contrer « des gens indéli-cats utilisant notre système de santé sans droit ». La RAMQ estimait à 1,3 millions en 1997 et à 2 millions de dollars en 1998, les dépenses médicales occasionnées par des immigrants de passage « utilisant le Québec comme porte d'entrée universelle ». Mais aucune preuve de ces allégations de fraude n'a pu être rendue publique, malgré plusieurs interventions demandant de clarifier les bases justifiant le nouveau règlement. Il est donc inquiétant de voir notre Premier ministre prendre position publiquement et laisser planer des soupçons sur les immigrants en qualifiant les gestes posés de « magouille ». Cette intervention inadéquate et malheureuse vient confirmer une certaine opinion publique dans ses préjugés face à l'immigration.

Quant aux migrations entre provinces du Canada, elles existent depuis très longtemps, bien avant la mise en place de la disparité des régimes d'assurance-maladie. Elles sont dues à de multiples facteurs : disponibilité du travail, attrait de l'anglais, etc.

Puisque le Québec veut augmenter son taux d'immigration durant les prochaines années, il serait plus intéressant de miser sur l'offre d'une qualité de vie compensant les coûts d'admission au pays qui sont plus élevés au Québec que dans d'autres provinces. Le silence du MRCI, de qui relève l'accueil et l'intégration des personnes nouvellement arrivées ainsi que l'application de la Charte des droits et libertés, et le refus du secrétaire d'État de s'impliquer activement face à cette nouvelle réglementation sont particulièrement éloquentes. ●



HÔPITAL

NOUVEAUX
IMMIGRANTS

Cette nouvelle mesure remet en question l'universalité des soins accordés à l'ensemble de la société québécoise — dont les nouveaux arrivants font partie. Brèche inquiétante qui pourrait atteindre les droits d'autres groupes et même s'étendre à des acquis sociaux qui ne sont pas encore menacés. Par ailleurs, le délai de trois mois vient rendre encore plus complexes les rapports des nou-

Un embryon de loi pour l'industrie du vivant

L'avant-projet de loi fédéral sur les technologies de reproduction est trop timide pour contrer les dérives actuelles

LOUISE VANDELAC

Deux semaines après avoir déposé un avant-projet de loi sur les technologies de reproduction, en mai dernier, le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, proposait la rédaction d'une convention internationale sur les technologies de reproduction, à l'occasion de la réunion annuelle de direction de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). *Le Devoir* pouvait ainsi titrer : « Le Canada se pose en leader anticlonage ». Après les 28 millions dépensés pour les consultations de la commission Baird et un projet de loi mort au feuillet en 1996, on peut certes saluer cette initiative politique tardive – d'un des pays les plus laxistes en la matière – visant à freiner les dérives par des lois nationales et des conventions internationales. L'examen des textes de l'avant-projet de loi canadien révèle toutefois une déconcertante absence de perspectives et des préoccupations centrées davantage sur l'image que sur le fond, sur l'accessoire plutôt que sur l'essentiel.

Ainsi, l'interdiction – certes bienvenue – de cloner des êtres humains et de créer des embryons pour la recherche n'entrave ni la recherche sur les em-

bryons dits « surnuméraires », pour production de lignées cellulaires, ni les brevets sur le vivant humain, véritables enjeux commerciaux. De même, si on peut se réjouir de la remise en question du commerce marchand des gamètes et des grossesses, leur commerce institutionnel ne blanchit pas pour autant le sens, la portée et les impacts sociaux de ces pratiques.

Ce projet de loi, réaction tardive et partielle évitant de froisser les véritables intérêts économiques en jeu, se contente d'encadrer en aval certains effets pervers de la production technicisée de vivant qui réduit des êtres, aussi embryonnaires soient-ils, à de simples objets, instruments et marchandises. Il doit faire plus et intervenir également en amont pour protéger les conditions environnementales, socio-économiques et culturelles de l'engendrement. À titre d'exemple, on ne peut ignorer les impacts des polluants persistants et leurs effets sur le déclin du nombre de spermatozoïdes (1 % à 3 % par année en Amérique du Nord et en Europe, malgré d'importantes variations régionales) : si la tendance se maintient, cela risque de conduire, d'ici 30 ans, au seuil de fertilité naturelle, accélérant alors de façon phénoménale la technicisation de la reproduction et ses innombrables dérives.

Autrement dit, ce ne sont pas seulement les dérives annoncées et les faits accomplis imposés depuis 20 ans qui méritent désormais l'attention, ni seulement les nouveaux développements scientifiques théoriquement balisés, mais surtout possiblement avalisés par cette loi révisée aux cinq ans. En fait, la

hauteur béante des problèmes soulevés exige de changer de cap : il faut sortir de la conception productiviste et technicienne du vivant pour penser ces questions dans le cadre d'une écologie de l'engendrement centrée sur une approche écosystémique de la santé reproductive visant à préserver les fragiles équilibres environnementaux, psychiques et sociaux permettant aux êtres de naître à eux-mêmes et au monde – condition *sine qua non* d'un développement viable.

Outre les outils législatifs et réglementaires essentiels, il faut donc mettre en place des outils d'analyse, de débat, d'examen rigoureux, d'évaluation d'impacts et d'encadrement en amont des technosciences du vivant. Centrés sur l'humain, certes, mais en étroite relation avec l'animal et le végétal, comme l'exigent déjà la transgénèse, les xénogreffes et le clonage de chimères, ces dispositifs permettraient enfin d'amorcer l'indispensable démocratisation des rapports entre sciences et société sur ces brûlants enjeux éthiques. Mériterait ainsi d'être développée une approche écosystémique de l'engendrement centrée sur la protection des conditions de fécondité, avec audiences publiques et évaluation d'impacts des nouvelles pratiques qui risquent de modifier les paramètres de l'engendrement et de réifier l'humain et sa descendance, le tout doublé de suivis rigoureux et indépendants des pratiques et de leurs effets biomédicaux et socio-culturels.

L'AUTEURE EST
PROFESSEURE AU
DÉPARTEMENT
DE SOCIOLOGIE
ET À L'INSTITUT
DES SCIENCES DE
L'ENVIRONNEMENT
DE L'UQAM





Déjà, tout projet significatif de modification des écosystèmes, de construction de barrage ou d'aménagement d'une marina est soumis à des études d'impact et à des audiences publiques préalables, pour préserver, entre autres, les fragiles équilibres de reproduction des poissons (ou du moins de l'industrie de la pêche). Ne serait-il pas logique d'accorder au moins autant d'attention aux générations qui nous suivent qu'à celle des saumons? Il a fallu la pollution et la dégradation de

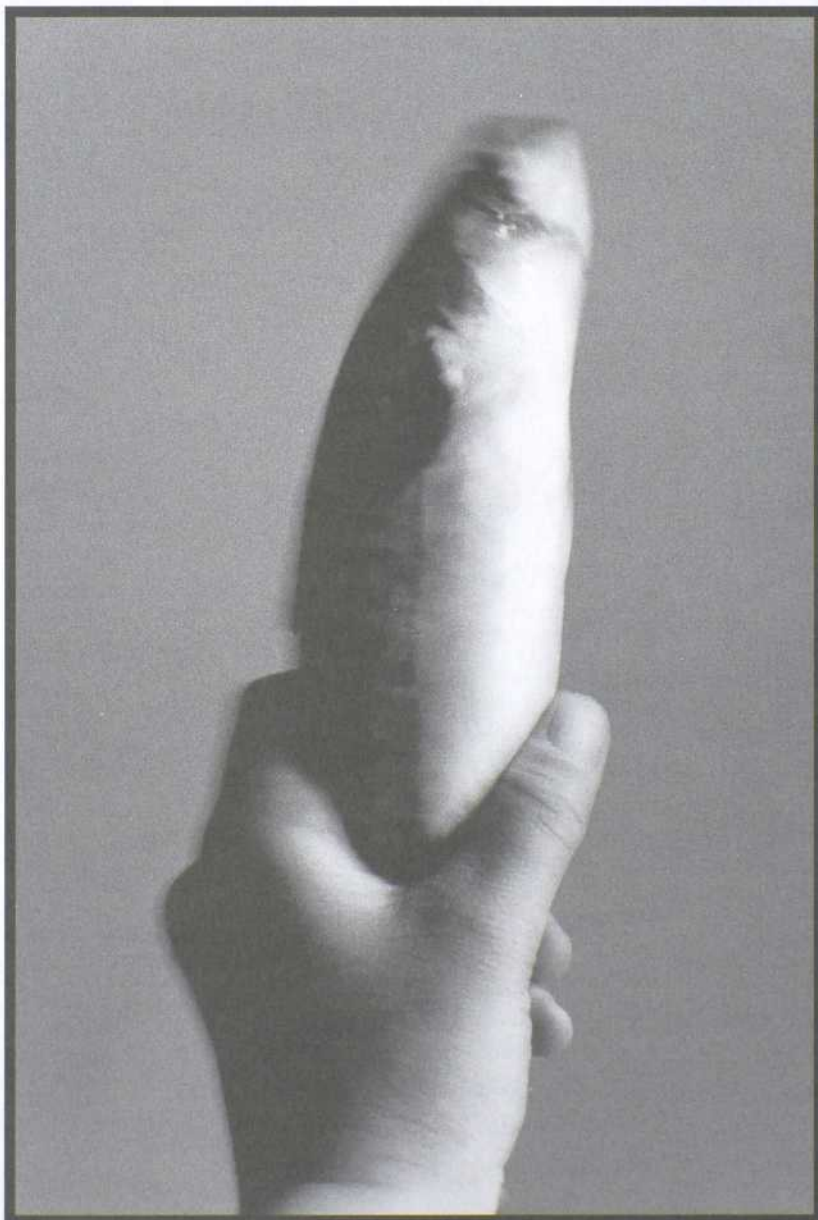
l'environnement pour penser enfin à la préservation des écosystèmes. La modification radicale des paramètres biologiques et socioculturels de l'engendrement, depuis au moins 20 ans, n'exige-t-elle pas également d'assurer la pérennité des écosystèmes sociaux et psychiques de l'engendrement?

Cela permettrait en outre de contrer les effets d'illusion des dispositifs éthiques qui, impuissants, depuis 20 ans, à infléchir la trajectoire des technologies de reproduction et de leurs dérivés, se sont contentés d'accompagner et d'accommoder l'impensable, en des termes sinon convenables, du moins convenus, sans toutefois en penser la genèse et le

sens, ni baliser les effets majeurs de ces mutations de la société et de l'espèce.

L'actuelle emprise technologique sur le vivant soulève la question de savoir si nous pouvons penser globalement ces mutations de l'être et de la société autrement qu'en acquiesçant benoîtement à l'emprise technoscientifique. En ce sens, il est impératif que le droit, notamment, échappe au prisme de conceptions techniciennes et « managériales » réduites à spéculer sur les modalités de mise en marché de l'être et de son corps. Comme le souligne la juriste française Catherine Labrusse-Riou, « le droit est instance de jugement, et non simple alignement sur les faits ni mode d'enregistrement des demandes sociales ou scientifiques ».

L'avant-projet de loi du gouvernement canadien, beaucoup trop timoré, ne peut, dans sa facture actuelle, opposer une résistance réelle à l'effritement symbolique, à la déperdition de sens, voire à la complète désacralisation de l'être humain que nourrit cette industrie des technologies de reproduction dont l'objet fétiche, l'embryon, dérive désormais vers l'industrie du vivant. ●



ÉLIANE EXCOFFIER,
FRÉTILLEMENT, 2001

L'élection municipale de Montréal : quels enjeux?

Un nouveau jeu de rapports politiques est à prévoir avec la création des conseils d'arrondissement

GUY DUFRESNE

Les citoyens de Montréal se rendront aux urnes le 4 novembre prochain. Les contraintes liées à cette élection, c'est-à-dire une organisation nouvelle du territoire et un calendrier serré, font en sorte qu'il y a tout à la fois peu et beaucoup d'enjeux dans cet exercice démocratique. En effet, il est possible de considérer la première élection municipale de la nouvelle ville de Montréal comme étant déjà gagnée par Pierre Bourque, en campagne électorale continue depuis un an. Toutefois, de nouveaux enjeux démocratiques apparaissent dans cette élection. Ils tiennent à la structure politique en voie d'être mise en place à l'échelle des arrondissements. Cet élément vient modifier de manière profonde le jeu politique des élus municipaux, des administrations et des citoyens. Avec la nouvelle ville de Montréal, le jeu électoral ne se limite pas à une course à la mairie.

À moins d'un revirement soudain, le premier maire de la nouvelle ville de Montréal devrait être Pierre Bourque. Son organisation partisane quadrille déjà la ville actuelle, qui compte plus d'un million d'habitants sur une population qui atteindra 1,8 million après le regroupement de l'île. Non seulement son parti est-il majoritaire au conseil municipal actuel de Montréal, mais il profite également de la désorganisation des forces de l'opposition. De plus, les contraintes liées au calendrier électoral font ressortir l'inégalité des forces partisanes engagées. Dans le contexte actuel, qui pourrait constituer une opposition sérieuse et provoquer une véritable course à la mairie?

Pour l'instant, seul Gérard Tremblay – appuyé par un regroupement des forces de la banlieue de l'île – est officiellement en lice contre Pierre Bourque. Le regroupement de la banlieue autour de Gérard Tremblay ne saurait suffire pour en faire une menace. La désorganisation des partis municipaux de Montréal, particulièrement celle du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) ainsi que l'improvisation partisane issue des maires de la banlieue, ne menacent pas sérieusement Pierre Bourque. Il sera maire de Montréal, mais ce sera pour découvrir un nouveau jeu politique avec des forces qui ne seront pas nécessairement présentes au conseil de ville et qui seront démocratiquement légitimes et responsables. Dans cette dynamique politique municipale, la ville sera davantage soumise à la pression politique des citoyens. Le maire aura donc à jouer un rôle véritablement politique.

En fait, de nouveaux acteurs ou de nouvelles manières de faire la politique municipale pourront sans doute émerger dans l'assemblage inédit de fonctions administratives et politiques qui se met en place. Traditionnellement, c'est autour du maire et du conseil de ville que gravitait la vie politique municipale. Avec la création des arrondissements, une dynamique plus ouverte peut voir le jour et contribuer à une gestion plus transparente et démocratique de la vie de la cité. Cette nouvelle dynamique tient en grande partie à deux dimensions des arrondissements.

La première est celle du caractère politique des conseils d'arrondissement, puisque ceux-ci seront composés d'élus. La seconde dimension est de type administratif, puisque les conseils d'ar-

rondissement auront des responsabilités en matière de services locaux. Soulignons que l'existence des arrondissements n'est pas soumise à la seule volonté du maire et de son conseil de ville, contrairement à ce que demandait Pierre Bourque lors de son passage en commission parlementaire sur la loi 170. Les pouvoirs et l'existence des conseils d'arrondissement sont garantis par la loi.

L'idée générale de la réorganisation municipale de Montréal tient à une forme simple qui permet de distinguer les actions de planification qui seront attribuées à l'exécutif de la ville de celles de l'offre et de la prestation de services qui relèveront des conseils d'arrondissement. Si cette distinction est aisée en théorie, dans la réalité elle s'opère à travers l'échange et l'arbitrage politique. Le jeu des rapports politiques qui risque de s'établir entre les arrondissements, ceux dominés par le parti du maire et ceux qui le seront par des opposants, les liens nécessaires entre le pouvoir central de la ville et celui des arrondissements, seront certainement d'une autre nature que le centralisme des dernières années.

L'organisation des 27 arrondissements de Montréal vient modifier en profondeur le jeu des rapports politiques au plan municipal. Composés d'élus municipaux, les conseils d'arrondissement contribueront à un nouvel arrangement des liens politiques à l'intérieur de la ville. Dans le contexte actuel de la politique municipale montréalaise, il est fort possible qu'une avancée démocratique émerge précisément de la dynamique politique des échanges qui se joueront entre les conseils d'arrondissement et la mairie de la ville. Les forces d'opposition, qui rendent possible le débat public, seront peut-être minoritaires ou absentes au conseil de ville, mais majoritaires dans certains conseils d'arrondissement à partir desquels elles pourront et devront interpeller le pouvoir central de la ville et de son maire. ●



Une visite historique

Pour la première fois dans l'histoire du christianisme, un pape est accueilli dans une mosquée!

GREGORY BAUM

Le 6 mai dernier, à Damas, Jean-Paul II s'est déchaussé avant d'entrer dans la mosquée des Omeyyades et de rencontrer le grand mufti Ahmad Kaftaro ainsi que les autres responsables de la communauté musulmane. Événement sans précédent dans l'histoire de l'Église et de la papauté! Il y a quelques années, le pape s'était rendu dans une synagogue à Rome; l'an dernier, à Jérusalem, il a manifesté sa solidarité avec la communauté juive; il vient maintenant de poser un geste envers les musulmans.

toutes les traditions de sagesse et qu'il sauve du mal et de l'ignorance ceux et celles qui en vivent. Cette lecture est longtemps restée sous le boisseau, mais elle fut remise en valeur au XX^e siècle, particulièrement à Vatican II.

Le pape a affirmé qu'étant tous enfants d'Abraham, juifs, chrétiens et musulmans sont appelés à s'appuyer sur leurs valeurs spirituelles communes pour engager le dialogue et la coopération et à travailler ensemble à la paix et à l'entente mutuelle. « Notre rencontre dans ce lieu renommé nous rappelle que l'humain est un être spirituel, appelé à reconnaître et à respecter le primat de Dieu sur toutes choses [...] C'est dans les mosquées ou les églises que les communautés musulmanes et chrétiennes ont façonné leur identité religieuse, et c'est en leur sein que les jeunes reçoivent une part importante de leur éducation religieuse[...] Je souhaite ardemment que les responsables religieux et les professeurs de religion, musulmans et chrétiens, présentent nos deux importantes communautés religieuses comme des communautés engagées dans un dialogue respectueux, et plus jamais comme des communautés en conflit », a déclaré Jean-Paul II.

Le pape a également souligné que ce dialogue peut s'avérer fécond dans les pays et les régions du monde où, héritiers d'une même culture, chrétiens et musulmans vivent ensemble et se côtoient quotidiennement dans le travail. Il a même laissé entrevoir l'espoir que ce dialogue puisse contribuer à la résolution de l'actuel conflit au Proche-Orient. Ce qui est loin d'être évident.

Cependant, le discours du pape à la mosquée des Omeyyades s'adresse aussi aux sociétés occidentales – notamment le Québec et le Canada – où les médias ont tendance à cultiver une image négative

de l'islam, le présentant comme une religion fanatique, ce qui constitue un véritable préjudice envers les musulmans qui y vivent. En réponse au discours du pape, l'Église d'ici devrait considérer comme étant de son devoir de remédier à ces fausses représentations et de défendre l'honneur des musulmans dans notre société.

La visite du pape à la mosquée de Damas fait figure de geste hautement symbolique que les musulmans du monde entier devraient apprécier. Elle laisse aussi apparaître une nouvelle image de l'Église catholique, ouverte au pluralisme, respectueuse des différences et reconnaissant les dons que Dieu fait aux autres traditions religieuses même si le vif débat qui a eu lieu récemment dans l'Église catholique semblerait prouver le contraire.

En effet, le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la foi, exprimait récemment son inquiétude face à l'ouverture qui se manifeste actuellement envers les autres religions risquant de faire de l'ombre à l'unicité et à l'universalité du Christ. Cette ouverture pourrait éventuellement, selon lui, conduire à un relativisme amenant à considérer les religions comme équivalentes. Il dénonçait du même coup un dialogue interreligieux qui ne serait pas orienté vers l'évangélisation. Point de vue que ne partage cependant pas totalement le cardinal Arinze qui préside le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux dont l'objectif est de promouvoir le dialogue, la coopération et l'amitié entre les religions du monde.

Jean-Paul II, par certains de ses écrits, rejoint la position du cardinal Ratzinger, mais il fait preuve en même temps, à travers certains de ses gestes et discours publics, d'une grande ouverture en reconnaissant l'action de Dieu dans les autres religions. Souhaitons que cette visite à la grande mosquée de Damas symbolise la direction dans laquelle l'Église catholique évoluera à l'avenir. ●

MOSQUÉE DES
OMEYYADES, DAMAS,
SYRIE, CANAPRESS/
BASSEM TELLAWI,
2000

C'est dans la déclaration *Nostra aetate* que cette solidarité trouve sa source. Ce texte du Concile sur l'attitude de l'Église envers les religions non chrétiennes a proposé une lecture très bienveillante des diverses religions du monde en reconnaissant en elles des semences de vérité dérivant invisiblement de la grâce apportée par le Christ. Dans la Bible, le prologue de l'évangile de Jean développe l'idée que le Verbe s'est fait chair et qu'il illumine désormais tout être dans le monde, idée que les théologiens avaient développée aux premiers siècles affirmant que le Verbe est à l'œuvre dans



En revenant de Québec



L'AUTEUR EST AGENT
DE RECHERCHE ET
DE DÉVELOPPEMENT
AU CENTRE SAINT-
PIERRE

Aux Journées sociales du Québec, début mai, Christopher McAll évoquait la dissociation progressive qui s'est opérée, durant les derniers siècles, entre le marché et le citoyen. Au Moyen Âge, la montée des villes a accompagné le refus des artisans de subir l'arbitraire du seigneur. La place du marché, au cœur de la cité, illustrait bien cette nouvelle dynamique. C'est là que les artisans vendaient leurs produits. Tout à côté, se dressait l'hôtel de ville, où les corporations de métiers se retrouvaient et négociaient avec les marchands les conditions du marché et la bonne marche de la cité. Ajoutons que la cathédrale rappelait l'univers symbolique qui enveloppait toutes les opérations, tout en fournissant du travail aux différents corps de métiers. C'est ainsi que, dans les cités, les citoyens développèrent la capacité de négocier leurs conditions de travail et d'être partie prenante dans la gestion du marché.

En contraste, le citoyen d'aujourd'hui n'a plus grand pouvoir de négociation, le marché ayant occupé toute la place et l'État se mettant de plus en plus au service de celui-ci. L'imaginaire démocratique, qui a remplacé l'univers religieux, est devenu, pour sa part, de plus en plus formel, se restreignant à l'exercice du droit de vote et abandonnant, en pratique, le marché à ses forces dites naturelles. En bout de piste, la citoyenneté se juxtapose au marché, ce dernier conservant le leadership réel des opérations collectives.

Ce raccourci historique nous permet de comprendre la mise en scène qui s'est

imposée à Québec lors du Sommet des Amériques. Après avoir convenu d'une série de mesures pour assurer la plus grande liberté possible au marché, les « nouveaux seigneurs » ont voté la clause dite démocratique en prenant bien soin qu'elle n'ait pas grand-chose à voir avec le marché, sinon pour lui ouvrir les portes et lui faciliter les choses. Le Sommet des peuples, pas très loin de là, a dénoncé, pour sa part, cette juxtaposition de la citoyenneté et du marché, qui aboutit toujours à masquer les conflits et à favoriser la mainmise du second sur la première.

Faisant écho à ces contestations, les Journées sociales se sont donné comme

On conteste avec force les décisions d'un État qui s'isole de plus en plus de sa population et on se cantonne dans la gestion sociale des accidents provoqués par la juxtaposition dénoncée.

objectif, pour les prochaines années, de travailler à remettre le marché au cœur de la citoyenneté. Cette orientation est lourde de conséquences. Elle signifie qu'il faudra encore continuer à s'opposer à nos dirigeants qui gèrent le pays en acceptant comme un dogme la prédominance du marché. Mais l'opposition n'est plus suffisante. L'orientation proposée signifie que les multiples groupes qui composent la nébuleuse progressiste de la société civile devront innover pour intégrer la démocratie économique au cœur des tâches citoyennes. On est encore loin du compte.

Tout se passe, en effet, comme si nous avions intériorisé la juxtaposition décriée. On conteste avec force les décisions d'un État qui s'isole de plus en plus de sa population et, d'autre part, on se cantonne dans la gestion sociale des accidents provoqués par la juxtaposition dénoncée. Le monde de l'économie se restreint alors trop souvent au casino des subventions gouvernementales. Remettre

le marché au cœur de la citoyenneté, c'est accepter le risque de participer à la dynamique économique pour qu'elle soit au service des personnes. À cet égard, je me demande si plusieurs régions ne sont pas ici en avance sur les citoyens et les citoyennes des grandes villes. Un peu partout, en effet, des centaines de petits projets se mettent sur pied qui ont pour caractéristique de retrouver la sève coopérative et de redonner plus de pouvoir économique aux gens d'un village éloigné ou d'une région grâce à une gestion collective qui cherche avant tout à régler des problèmes concrets.

On se remet à rêver à ce qui arriverait si le mouvement des femmes, le courant communautaire, la nouvelle association des responsables des fonds de retraite des professeurs, les nouveaux fonds d'investissement régionaux et l'association des responsables des investissements éthiques des communautés religieuses se mettaient à ouvrir collectivement un nouveau front de lutte et à créer des passerelles entre les diverses initiatives économiques qui se prennent, un peu partout, depuis un certain temps.

Les congressistes des Journées sociales, dans leur déclaration finale, mentionnaient qu'ils entendaient s'aventurer dans cette direction : « À l'instar de nos grands-mères qui cousaient patiemment des morceaux d'étoffe pour en faire de belles courtpointes, nous ferons un effort particulier pour coudre ensemble tous ces réseaux où l'économie sera intégrée à la vie sociale, communautaire, culturelle et politique. Nous pourrions sans doute contribuer ainsi à créer un autre bagage d'espérance, de symboles, de chemins possibles où tout le monde pourra puiser pour remettre l'économie au cœur des tâches des citoyens et des citoyennes. »

GUY PAIEMENT

Nos amies, les bêtes?

JEAN-CLAUDE RAVET

Les charniers fumants de centaines de milliers de brebis, en Europe, ont été élevés comme autant d'autels au productivisme et au culte du profit. On a massacré ces bêtes afin qu'elles ne contractent pas la fièvre aphteuse, laquelle n'est pourtant pas mortelle. Logique préventive imparable! Sans être un danger public pour la population, les animaux infectés risquaient cependant de réduire le rendement de la production de viande. Les bêtes industrielles sont des marchandises sur pattes, rien de plus. Les sceptiques n'ont qu'à lire dans nos pages la description des conditions de vie des poules et des porcs...

Que révèle ce traitement des animaux dans nos sociétés? Pour le comprendre, il faut peut-être remonter aux idéaux qui ont façonné la modernité. Le sujet rationnel, vu comme le maître du monde, a réduit les êtres au rang d'objets manipulables à souhait à des fins utilitaires. Cet anthropocentrisme forcené aurait même abouti, selon Jean Pichette, à assujettir l'être humain lui-même à la technoscience. L'animal et le vivant en général se retrouvent dans une même cage d'expérimentation. Les relations des humains avec les animaux (industriels, expérimentaux et même domestiques) doivent alors être regardées à la lumière de cette métamorphose.

Le rôle du christianisme dans la construction de cette vision de l'animal ne peut être passé sous silence. Notre dossier offre deux regards forts différents sur cette question. Pour Élisabeth de Fontenay, le christianisme inaugure l'exclusion radicale de l'animal du monde humain : l'extrême insensibilité du christianisme à l'égard des bêtes annonçait déjà, selon elle, la conception de l'animal-machine de Descartes. Sa lecture constitue une critique sévère d'une tradition chrétienne – longtemps dominante – nourrie d'une interprétation sacrificielle de l'eucharistie et de la mort de Jésus en croix. Reste à savoir si la tradition qu'elle critique n'avait pas elle-même altéré le sens de ce sacrifice.

Fernand Jutras suggère une autre lecture dont François d'Assise serait la figure emblématique. Dépouillé de la logique de domination et d'appropriation, revêtu de la fragilité humaine, le *Poverello* (petit pauvre) entre dans



ÉLIANE EXCOFFIER,
VOLATILE, 2001

une relation fraternelle avec toute créature. C'est l'homme qui renaît du côté obscur de la raison, où foisonnent les symboles et l'imaginaire, et où l'autre – dont l'animal fait figure exemplaire – n'est plus réduit au statut d'allié à utiliser ou d'obstacle à abattre en vue de parvenir à ses fins. L'animal apparaît alors dans toute son étrangeté, mais aussi dans sa familiarité singulière, habitant et partageant le même monde, portant sur lui la marque indélébile du respect et de la dignité.

Quel qu'ait été le rôle du christianisme vis-à-vis de l'animal, une chose semble en tout cas de plus en plus claire : l'abolition de toutes frontières entre humains et animaux ne contribue aucunement à déjouer la course effrénée vers la marchandisation et la mécanisation du vivant – animal et humain. Elle favorise au contraire son accélération en alimentant une logique cannibale, négatrice d'interdits, de limites symboliques et d'institutions normatives. Elle instaure ainsi, sous le vernis du progrès technique, la triviale loi de la jungle. Aussi faut-il voir dans ce qui nous éloigne de l'animal, le monde humain, ce qui peut nous permettre de nous en rapprocher. Imprégné de sens et de langage, culturel plutôt que naturel, le monde humain, même s'il a établi une distance entre l'animal et lui, rend possible de dire, de sentir, d'évoquer l'invisible, l'impalpable, à savoir la vie qu'il partage avec les vivants. Encore faut-il pour cela que cesse l'acharnement à vouloir objectiver ce monde, comme s'il n'était qu'un simple espace autour de nous. La sagesse des Autochtones peut, à cet égard, nous enseigner beaucoup : elle situe l'être humain et l'animal dans le même cercle de la vie, où chacun trouve sens et résonance, la réciprocité nourrissant un profond respect jusque dans la mise à mort en vue de se nourrir.

La question animale apparaît ainsi clairement comme une question politique. En enfermant notre rapport au monde dans une perspective purement utilitaire et instrumentale, c'est la vie que nous réduisons en effet à une simple marchandise monnayable. La mise en œuvre d'une communauté politique qui prend à cœur la responsabilité et le souci à l'égard du monde, comme une tâche essentielle, permettrait de déjouer cette logique. Le monde cesserait alors d'être notre propriété : il ne serait plus un réservoir limité de ressources mais ce qui fait de nous des êtres vivants et des humains en devenir.

« Ce n'est plus du cheval que nous mangeons.
C'est peut-être du chien? C'est peut-être du rat?
Nous mangeons de l'inconnu. »

VICTOR HUGO, PENDANT LE SIÈGE DE PARIS,
30 DÉCEMBRE 1870

Question animale, question politique

Entrevue avec Élisabeth de Fontenay



JOHN FOLEY/OPALE

Et si la façon dont nous regardons les bêtes était liée à celle dont nous traitons certains êtres humains? Élisabeth de Fontenay, qui enseigne la philosophie à l'Université de Paris-I, estime

qu'on ne peut dissocier la question animale de la réflexion politique. Dans un magnifique ouvrage, *Le silence des bêtes*, elle propose une analyse de 25 siècles d'histoire des systèmes de représentation de l'animal par l'homme. Une lecture qui bouscule bien des idées reçues sur la question animale, un propos qui trouble la quiétude du regard porté sur des animaux souvent réduits à l'état de machines. Merci à Mme de Fontenay d'avoir gentiment accepté de répondre à nos questions.

Relations : S'interroger sur la vie des bêtes passe encore souvent pour quelque chose de suspect, comme si se préoccuper de leur sort impliquait qu'il faille se désintéresser de celui des êtres humains. N'est-il pas simpliste d'opposer le sort des animaux à celui des humains?

Élisabeth de Fontenay : Les détracteurs de ceux qui s'intéressent à la question animale se caractérisent par un anthropocentrisme forcené. J'emploie le mot « anthropocentrisme »

pour éviter le mot anglo-saxon de « spécisme », qui est repris par les militants de la cause animale, et que je trouve tout à fait excessif : il est trop facile et trop radical de dire qu'on est spéciste envers les animaux comme on est raciste envers certains groupes d'hommes ou sexiste envers

le sexe dit faible. Pourtant, ce qui se passe actuellement en Europe avec les épidémies de fièvre aphteuse et la question de l'encéphalite spongiforme du bovin montre que le productivisme acharné qui consiste à traiter l'animal comme un produit industriel semble avoir fait son temps.

Ceux qui s'aveuglent sur un tel processus développent une conception métaphysique de l'homme, qui implique une indifférence complète à la vie et à la mort de ceux qui ne sont pas des vivants humains : ils considèrent que les animaux sont des choses dont les hommes peuvent disposer, user et abuser à leur gré. Reprenant et modifiant la pensée de Marx, je pense

que le rapport de l'homme aux animaux conditionne jusqu'à un certain point le rapport des hommes entre eux. En ce sens, je crois que la question animale est une question politique, où il y va de l'art de vivre en société le moins injustement possible. Je ne dis pas que les animaux sont des citoyens, mais que leur place dans la cité et donc le rapport de la cité avec la nature fait partie du politique. On peut d'ailleurs rappeler que la tradition démocratique républicaine du XIX^e siècle, avec des hommes comme Victor Hugo et Michelet, Victor Schoelcher et Zola, considérait la protection des animaux comme une valeur fondamentale de la démocratie et de la République. Nous avons oublié cette tradition française.

Rel. : En critiquant la conception dominante de l'animal, c'est la vision humaniste de l'être humain que vous remettez en question. Mais pourquoi refusez-vous de proposer une autre définition de l'humain qui permettrait de le qualifier en propre face à l'animal?

E. F. : C'est par respect et par pitié pour l'humain que je refuse de le définir. Un respect et une pitié que je ne veux pas fonder, parce que l'activité fondatrice est une activité métaphysique dont je critique tantôt l'inefficacité, tantôt la dangerosité. Je récuse l'exaltation de l'humain, de la rationalité, de la liberté et de tous ces caractères qu'on énumère en général pour définir l'humain. Je constate qu'il y a, sans aucun doute, et sans que nous puissions donc le justifier ou le fonder, une primauté de l'humain. Mais cet humain dont je reconnais la supériorité – qui n'a rien à voir avec le droit à la totale hégémonie sur ce qui n'est pas l'homme –, je refuse de le définir. Dès qu'on définit, en effet, il y a des exclus, des humains exclus de la rationalité, de la conscience, de la liberté, de la représentation de la mort.

Rel. : On ne peut donc fonder la distinction entre l'homme et l'animal sur l'opposition entre raison et déraison, ou entre conscience et inconscience, comme une longue tradition nous y invite?

E. F. : Un mot de Buffon, repris par Diderot et concernant le rapport des végétaux aux animaux, m'a habitée pendant l'écriture du *Silence des bêtes* : « Ils dorment et nous veillons ». C'est un mot que j'ai transféré aux rapports entre les animaux et les humains et qui continue à me hanter. Je suis très attachée à une idée de Leibniz selon laquelle il y a des degrés de conscience, de mémoire, d'éveil, de vigilance. Si on peut dire que l'animal, et surtout l'animal situé au plus bas dans l'échelle des êtres, est entièrement assoupi, le passage de l'inconscient au conscient ne s'en fait pas moins par degrés infimes. L'assimilation de l'homme à la conscience et de l'animal à l'inconscience, avec la coupure qui s'ensuit, apparaît donc comme une radicalisation simpliste.

Bien sûr, l'homme est plus libre que l'animal. L'homme est capable de se libérer plus facilement et plus complètement que

Je ne dis pas que les animaux sont des citoyens, mais que leur place dans la cité et donc le rapport de la cité avec la nature fait partie du politique.



reconnaître que certains ont des devoirs et que d'autres ont des droits, même s'ils ne sont pas capables de les faire valoir. Plus on monte dans ce que j'appelle métaphoriquement l'échelle des vivants, plus on est responsable.

ÉLIANE EXCOFFIER,
MOUTON, 2001

Rel. : L'idée d'une charte des animaux vous paraît donc défendable?

E. F. : Je suis tout à fait pour le principe, même si son application pose des problèmes presque à l'infini. Il y a d'ailleurs une telle charte, proclamée devant l'Unesco et réitérée en 1989. Mais un droit des animaux impliquerait un droit différentiel : les droits des chimpanzés ne peuvent pas être les mêmes que ceux des souris. Cela suppose donc une inflation de cas spécifiques, de législations spécifiques... Je crois malgré tout qu'il faut garder l'idée d'un droit des animaux, comme un idéal régulateur. Cela ne signifie pas qu'on peut, comme Paola Cavalieri, auteur italien et disciple de Peter Singer, réclamer les droits de l'homme pour les chimpanzés! C'est justement le genre de revendication qui braque tout le monde et qui fait reculer la cause du droit animal.

Rel. : Est-ce cette proximité entre l'homme et l'animal qui vous amène à accorder une grande importance à l'idée de « monde animal »? Qu'entendez-vous au juste par là?

E. F. : Au début du XIX^e siècle, Hegel disait que l'animal ne meurt pas, il finit. Dans cette tradition de pensée, l'animal est sans monde. Quand on se met à l'écoute de l'éthologie contemporaine, on découvre toutefois le caractère mobile de la frontière entre environnement animal et monde humain. Et pas seulement dans le cas des grands singes. L'animal n'est pas un être de la nature : sa spontanéité, que n'a pas la plante, est déjà une conscience et une visée, et il n'y a pas de visée sans monde visé. Je crois qu'il faudrait jouer très énergiquement l'éthologie, et la phénoménologie qui s'en inspire, contre l'écologie, qui nivelle. Du reste, l'écologie, en tout cas en France, ne s'intéresse absolument pas aux animaux. Les écologistes sont extraordinairement scientistes, il faut le dire.

Il faudrait réhabiliter, en ce qui concerne les bêtes, la notion de tutelle que connaissait le droit romain.

Rel. : Dans votre histoire de notre rapport aux bêtes, vous accordez une place centrale au christianisme, qui marque à vos yeux une rupture inaugurant l'exclusion radicale de l'animal du monde humain. Pourquoi?

E. F. : J'ai beaucoup étudié, en lisant Jean-Pierre Vernant et Marcel Détienne, le sacrifice grec. J'ai aussi réfléchi sur les sacrifices hébraïques. Il y en avait de toutes sortes, mais un trait les caractérisait, soit la quadruplicité des fonctions. Il y a celui qui offre le sacrifice, l'offrant; il y a l'officiant, le grand

l'animal. Il est capable d'être un individu, de s'arracher à son appartenance à l'espèce, et même à celle d'une communauté, ce que l'animal ne peut pas faire. Mais on ne peut pas aller beaucoup plus loin. Il y a des êtres humains – certains primitifs – qui ne veulent pas de cette autonomie et d'autres – certains handicapés mentaux – qui ne peuvent y parvenir : on ne peut donc pas définir l'humain par la liberté ou la libération.

Mais refuser de faire de la liberté le propre de l'homme ne consiste pas pour autant en une attitude passéiste et réactionnaire. Le monde a changé : le travail mis en œuvre par la liberté et la subjectivité pour transformer indéfiniment la nature menace maintenant la planète. L'avenir appelle désormais la vigilance, la responsabilité, comme le disait Hans Jonas, sinon la liberté et l'existence politique ne pourront plus s'exercer. Une conception non mystifiante de la liberté aurait pour idéal de suspendre les gestes sacrificiels, en l'occurrence le geste démiurgique qui immole tout vivant sur l'autel de l'Homme. Suspendre ce geste sacrificiel sans même que Dieu le demande, comme il l'a fait pour Abraham? C'est peut-être cela, le principe de précaution.

Rel. : Vous parliez plus tôt d'une certaine hiérarchie des êtres, qui implique la reconnaissance de différents niveaux de responsabilité. N'est-ce pas ce que la pensée que vous dénoncez est incapable de reconnaître?

E. F. : Oui. Il y a différents niveaux de vigilance, donc différents niveaux de responsabilité, et nous sommes responsables des animaux. Il faudrait réhabiliter, en ce qui concerne les bêtes, la notion de tutelle que connaissait le droit romain. Cette notion prend en charge, dans nos droits contemporains, les malades, les handicapés, les vieillards. C'est un concept important car il ne présuppose pas la réciprocité et oblige à

prêtre; il y a l'animal, ou plusieurs animaux; et puis il y a Dieu, à qui on offre. Dans de telles pratiques rituelles, certains animaux sont en quelque sorte pris dans une relation symbolique, ils sont véritablement des intermédiaires entre les hommes et Dieu, ou les dieux. Et chez les Hébreux, comme chez les Grecs, il n'est pas question de manger de la viande, donc de tuer pour se nourrir, sans avoir auparavant immolé rituellement l'animal et en avoir destiné une partie à Dieu ou aux dieux.

Que se passe-t-il avec l'avènement du christianisme? Avec l'eucharistie, on a affaire à un sacrifice à la fois alimentaire et expiatoire. Le Christ est à la fois l'offrant, celui qui offre le sacrifice pour la Rédemption, pour l'expiation; il est le grand prêtre (nouveau Melchisédech); il est la victime, l'agneau; et il est Dieu : les quatre fonctions en une personne. On peut y voir le coup de génie du christianisme. La conséquence, en tous cas, à moins que ce ne soit la cause, c'est que les évangiles, et surtout saint Paul, vont être extrêmement soucieux de congédier les interdits alimentaires. Dans un passage des Actes des apôtres, une voix dit à Pierre qu'il peut se nourrir de toutes les bêtes qu'il veut, il n'y a plus de bêtes pures et impures, c'est seulement ce qui sort de la bouche de l'homme qui est impur. Et l'on ne rencontre plus aucun souci pour l'animal, lequel n'a plus part au divin et est en quelque sorte objectivé.

Je dirais que l'animal-machine et les abattoirs de Chicago sont déjà présents dans l'institution de l'eucharistie et dans le sacrifice de la croix. Exclu de la ritualité sacrificielle, l'animal est devenu profane; il est, si j'ose dire, excommunié. Aujourd'hui, nous ne savons donc plus

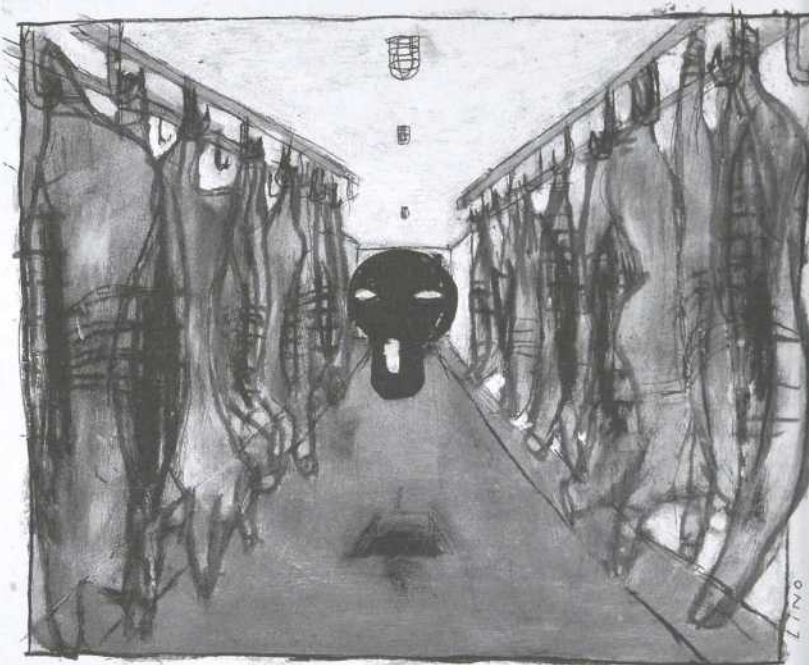
ce qu'est le sacrifice et sa quadruple fonction. L'animal sacrifié a perdu sa dimension symbolique. Nous cachons donc dans les abattoirs industriels et dans les élevages en batterie notre rapport mortifère et sinistré aux animaux.

Rel. : Pour sortir de cette logique, il y a donc un énorme travail de déconstruction à faire.

E. F. : Exactement. C'est un peu ce que fait Eugen Drewermann dans un livre très émouvant, *De l'immortalité des animaux*. Mais est-ce à dire que quand on ne croit pas à l'immortalité, on se conduit n'im-

porte comment avec les bêtes? Je ne crois pas à l'immortalité de l'homme, et c'est justement pourquoi je pense qu'on doit être extrêmement vigilant quant à la justice et l'injustice pendant la vie. Il faut pouvoir se conduire correctement avec les animaux, avec la vie animale et avec la mort animale, tout en sachant que, comme nous-mêmes, ils n'ont qu'une vie.

Rel. : Vous avez écrit que « les pratiques d'élevage et de mise à mort industrielles des bêtes peuvent rappeler les camps de concentration et même d'extermination, mais



LINO, *CARNE*, 2001

« La foi en l'immortalité de l'âme humaine et à la signification éternelle de chaque être humain en particulier, en tenant compte de la place de l'homme dans le monde qui l'entoure, doit comprendre autrement la place de l'homme dans l'univers. Comme êtres humains, c'est-à-dire comme êtres "animés", "spirituels", nous ne sommes pas situés dans un statut d'exemption et, en tout cas, d'exclusivité, face au reste du monde, mais bien dans la position inverse : en nous, êtres humains, se manifeste seulement ce qui de l'"esprit" se réalise objectivement partout dans le monde; en d'autres termes : si les êtres humains sont immortels, pourquoi pas aussi les animaux? »

EUGEN DREWERMANN, *DE L'IMMORTALITÉ DES ANIMAUX*

à une condition : que l'on ait préalablement reconnu un caractère de singularité à la destruction des juifs d'Europe, ce qui donne pour tâche de transformer l'expression figée "comme des brebis à l'abattoir" en une métaphore vive ». Dans cette logique, peut-on voir la mise à mort industrielle des animaux, aujourd'hui, comme un reflet ou une annonce de la transformation du monde en un immense abattoir?

E. F. : Je pense que oui. Le XX^e siècle a été la période de l'industrialisation de l'abattage animal, et surtout de l'industrialisation de l'élevage. Il a aussi été le siècle de l'extermination industrielle de masse, accomplie sur des êtres humains. Quelle est la spécificité de l'hitlérisme? Comme Arendt l'a montré dans son livre sur le procès Eichmann, c'est la mort administrée bureaucratiquement et industriellement par la chambre à gaz. Il y a là quelque chose d'analogique. Beaucoup de gens, non suspects d'indifférence à la destruction des juifs d'Europe ou de banalisation, m'ont fait part de leur impression au moment des récents abattages massifs en Europe. Crime contre l'humanité?

Je peux me référer à mes chers auteurs antiques, à Plutarque et à Théophraste, qui disaient que la bonté envers les animaux était d'ordre « philanthropique », qu'elle entraînait une éducation à la bonté envers les hommes. Il ne faut pas s'en

Il ne fait pas bon naître cochon

DIANE JOHNSON

LA RAGE AU CŒUR (R.A.G.E.)

De tous les animaux élevés pour leur chair, les cochons sont parmi les plus maltraités. Les techniques de l'élevage industriel confinent ces animaux dans d'immenses bâtiments sans accès à la lumière du jour. Les femelles sont forcées de concevoir, de porter, de mettre bas et d'allaiter jusqu'à l'épuisement. Elles passent leur vie sans pouvoir bouger, faute d'espace suffisant. Immobilisées par des barreaux, étendues sur un sol de béton ou de lattes de bois, elles donnent naissance à leurs petits, les allaitent et dorment dans leurs excréments.

Dès leurs premières semaines, on coupe la queue des porcelets, cisaille leurs dents et castré les petits mâles. Leurs oreilles sont marquées, poinçonnées, encochées. Toutes ces interventions sont souvent pratiquées par les éleveurs eux-mêmes et sans anesthésie.

Les cochons vivent dans un air saturé d'ammoniac et de gaz toxiques qui s'attaquent aux bronches et aux poumons. Nombre

d'entre eux sont affectés de syndromes respiratoires, de cardiopathies et de bien d'autres maux. Les travailleurs, eux, portent un masque afin de se protéger de ces émanations.

Privés de toute affection, certains porcelets, par désespoir, rongeront les barreaux de leur cage ou se frapperont la tête contre les barreaux. Bourrés d'antibiotiques et de stéroïdes, ils atteignent le poids requis vers six mois. Ils seront alors entassés dans des camions et conduits vers le lieu du sacrifice où ils arrivent, morts ou vivants, malades, apeurés, en état de choc après des heures ou des jours de trajet sans eau ni aucune nourriture.

Sortis brutalement des camions, battus à coup de pelles, de pics ou de bâtons électriques, sérieusement blessés, les membres disloqués, leur chair meurtrie non présentable autrement sera transformée en saucisse. L'électronarcose utilisée pour étourdir est souvent ratée et le cochon, toujours conscient, suspendu par une patte, tiré mécaniquement sur une ligne d'assemblage, est saigné et ébouillanté vivant.

Un employé de porcherie a admis que, du premier au dernier jour de son existence, la vie d'un cochon se résume à la cruauté.

Rien qu'au Québec, plus de 6 millions de cochons sont tués annuellement. www.ragecoeur.itgo.com

laisser conter par ceux qui disent que ce n'est pas un hasard si les nazis ont produit une législation zoophile. Une telle législation existait, au même moment, en Belgique et dans d'autres pays, et elle avait cours dans les pays germaniques depuis la nuit des temps. Il faut vraiment se contenter de peu d'information pour traiter de nazis les protecteurs des animaux.

Rel. : J'imagine qu'on a dû vous reprocher d'avoir osé cette comparaison entre les camps d'extermination nazis et les abattoirs industriels...

E. F. : Même si ma mère est d'origine juive russe, convertie par son mariage avec mon père au catholicisme, et que cinq personnes de ma famille proche sont mortes à Auschwitz, en 1944, je ne peux pas me présenter comme une survivante ou comme un enfant de personne exterminée dans les camps. Mais je me suis autorisée à écrire cela en m'appuyant sur des auteurs juifs qui, à leur manière, étaient des survivants, puisqu'ils auraient dû être exterminés par le génocide hitlérien. Je pense à des romanciers comme Isaac Bashevis Singer et Vassili Grossmann, aux philosophes Theodor Adorno et Max Horkheimer. Je pense aussi à Alfred Döblin, qui a écrit, avant la guerre, dans *Berlin Alexanderplatz*, quelque chose de stupéfiant sur les abattoirs. Je ne me serais jamais permis de dire cela sans m'autoriser d'eux.

Rel. : Il est difficile, lorsqu'on parle des animaux, d'éviter la question alimentaire...

E. F. : Il y avait chez les Grecs un cérémonial qu'on appelait les bouphonies : le problème de l'alimentation carnée était un problème tellement difficile à résoudre, c'était une inquiétude si profonde que pour tuer en vue de le manger le bœuf

laboureur, il fallait, une fois par an, célébrer une cérémonie destinée à expier cette immolation du compagnon de travail. D'autre part, certains penseurs grecs, comme Plutarque et Théophraste, ont prôné l'abstinence de nourriture carnée : une abstinence pas seulement pour se purifier mais par pitié pour les bêtes, par amour pour elles, pour ne pas les tuer et les faire souffrir. Certes, les bêtes se mangent entre elles, *nature is not fair*. Mais l'homme n'a-t-il pas le pouvoir d'arrêter la chaîne alimentaire puisqu'il est capable parfois de se libérer? Par ailleurs, en ce qui concerne l'évolution, il semble que la nourriture carnée ait joué un rôle fondamental dans le développement du cerveau. Il faut peut-être en tenir compte.

Rel. : La question de savoir s'il faut continuer ou non de manger de la viande est donc peut-être mal posée...

E. F. : Manger de la viande, pour ne pas se couper des communautés humaines dans leur convivialité, est une chose. Mais il faut toujours se rappeler, pendant ce repas, qu'on a tué un animal pour pouvoir être heureux ensemble. Il faut en quelque sorte réciter, comme un *benedicite*, ce qui serait un *confiteor*. Faire les choses en le sachant, c'est déjà tout autre chose. Il faut continuer à poser cette question de la nourriture carnée, mais je fais remarquer simplement que dans la situation chaotique où nous sommes en Europe, où des millions de bêtes ont été abattues et incinérées, on s'aperçoit qu'il y a pire que tuer pour manger : tuer pour ne pas manger. Tuer en vertu d'un principe de précaution devenu fou; tuer pour expier notre folie. ●

(ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN PICHETTE)

Coq-à-l'âne avec Charles

Nous vivions avec les animaux; nous vivons maintenant à côté d'eux, souvent sans les voir, même s'ils demeurent présents dans nos rêves et nos mythes. Et si, pour redécouvrir les bêtes, il fallait d'abord se regarder soi-même autrement?

FERNAND JUTRAS

Mon cousin Charles sent le purin. Que je l'affirme publiquement ne l'offusquerait pas : « le parfum du métier », aime-t-il répondre. Mais c'est parce que je suis sûr qu'il ne lira jamais *Relations* que je parle de lui ici. Je ne voudrais surtout pas qu'il apprenne trop vite toute l'estime que j'ai pour lui. Secrètement.

Car entre lui et moi, c'est chien et chat, comme deux cousins qui s'aiment bien. Lui me traite de petit curé écolo et moi, de paysan têtue et attardé. Ce qui ne nous empêche pas de nous rencontrer souvent et d'aborder les questions les plus sérieuses, un de ces sujets étant, bien sûr, la relation aux animaux.

L'éloignement

Mais je dois d'abord vous raconter ce qui m'est arrivé, car je crois partager cette expérience avec beaucoup de mes contemporains. J'ai réalisé un jour que j'avais perdu tout contact avec les animaux. Ils étaient comme oubliés, classés, « tabletés » quelque part dans ma conscience...

Pourtant, j'avais été très proche d'eux dans mon enfance. Je suis né à Nédélec, au Témiscamingue, dans un petit village

classique, pour la profession, les courses, la vie moderne, quoi! Une grande et profonde cassure par rapport à ce qui avait été ma vie jusque-là.

Le plus curieux, c'est que mon éloignement des animaux s'est fait non seulement inconsciemment, mais avec l'impression inverse que j'en étais toujours très proche, même de plus en plus proche.

D'abord, ma culture, comme la vôtre, a toujours été imprégnée d'animaux. La langue dans laquelle j'ai appris à connaître le monde et qui façonne ma personnalité est peuplée de tout un bestiaire, dans des locutions si familières qu'on a peine à en soupçonner la fréquence. Les bêtes sont là comme symboles, métaphores, emblèmes; on les utilise pour flatter, injurier, figurer...

Consultons la table analytique d'un dictionnaire des locutions françaises. Toute la ménagerie y passe, de l'âne au zèbre : une soixantaine d'entrées pour le chien, une bonne trentaine pour le chat, une vingtaine pour le cheval; autant pour la vache, le taureau ou l'âne (sans compter les expressions typiquement québécoises, comme le savoureux « Ton cheval est vache en cochon! »). Il est amusant de constater aussi que,

Mon éloignement des animaux s'est fait non seulement inconsciemment, mais avec l'impression inverse que j'en étais toujours très proche, même de plus en plus proche.

souvent, ces références aux bêtes ne se rattachent à aucune expérience directe de notre part. Qui a déjà effectivement vu une larme de crocodile? Une anguille (surtout si elle est sous roche!)? Des loups qui marchent à la queue leu leu? De la crotte de bique ou une cervelle d'oiseau? Une vache enragée ou une vache espagnole? Pourtant, ce sont des expressions de tous les jours.

Nos rêves, nos désirs, nos mythes sont liés aux bêtes. C'est dans les fables de La Fontaine que nous avons appris à nommer les travers humains. *Le lièvre et la tortue*, *La cigale et la fourmi*, *L'âne chargé de reliques*... restent toujours pour nous des points de référence. Et que dire de notre judéo-christianisme, lui-même truffé d'animaux, depuis ceux des sacrifices anciens, l'âne de Balaam, la baleine de Jonas, jusqu'à la figure tout à fait centrale de l'Agneau de Dieu?

N'avons-nous pas l'impression d'être entourés d'animaux? Nous vivons à l'époque de l'écologie et de la zoothérapie. Les associations pour la défense des animaux abondent. Tout le monde ou presque a son animal de compagnie. Un sondage Léger et Léger, il y a quelques années, aurait dénombré, dans nos foyers québécois, plus de 1 097 000 chats et 852 000 chiens, sans compter les poissons, les oiseaux, les reptiles... Comme le dit mon cousin Charles, dans un humour qui crée un juste retour des choses : « Ça fait du monde, ça! »

« Cuirassé des pieds à la tête, l'insecte n'en est pas moins un être hypersensible. Voir la lumière polarisée et les radiations ultraviolettes, étirer la durée de l'instant, palper la forme des odeurs, entendre les ultra-sons, mesurer la température, l'humidité, la vitesse du vent, déceler même l'orientation des champs magnétiques et électriques (sens découverts récemment chez certains insectes), peut nous apparaître comme de simples curiosités de la nature. Toutes ces informations nous sont en effet interdites. C'est pourtant à partir d'elles que l'insecte construit son univers perceptif. Nous vivons sur la même planète, mais dans des décors radicalement différents. Et le décor que nous peignent nos sens n'a pas plus de réalité ni d'exactitude que ce monde étranger perçu par les insectes. »

CLAUDE NURIDSANY ET MARIE PÉRENNOU,
MICROCOSMOS. LE PEUPLE DE L'HERBE

agricole jouxtant la réserve indienne de Notre-Dame-du-Nord. Bien qu'élevé dans une cour de garage, je passais une bonne partie de mon temps dans la ferme d'un oncle, à quelques milles. Du haut de mes trois ans, j'ai vu l'immense truie « pondre » des petits cochons; puis j'ai vu ferrer des chevaux, saigner un bœuf pour la boucherie... J'ai nourri les veaux, les poules. J'ai même appris comment traire les vaches et passer le lait au séparateur. Bref, veaux, vaches, cochons, couvées avaient peu de secrets pour moi.

Un jour, sans trop leur dire adieu, j'ai quitté le village pour la ville. Pour le cours



ÉLIANE EXCOFFIER,
PASSADE, 1998

Personnellement, comme jésuite, il ne convenait pas que je possède un animal de compagnie. Qu'à cela ne tienne, je compensais par mes souvenirs d'enfance, toujours bien vivaces; je suis surtout devenu un grand amateur de livres et de films sur les animaux, émerveillé par cette ingénierie de la vie que la caméra s'amuse à démonter comme une savante mécanique et à nous montrer sous tous les angles... Avec le temps, ma passion m'aura entraîné à étudier aussi les insectes, les plantes et même les champignons...

Jalons d'une conversion

C'est donc avec l'impression d'être très proche des bêtes et rempli d'un immense amour pour elles et pour toute la nature en général que je me suis remis à fréquenter mon cousin Charles, après une coupure de quelques années.

Noble sentiment qu'il s'empresse de torpiller de son sarcasme bourru, qui m'exaspère si souvent. « C'est ça! Pendant que tu les regardes à la télévision, les animaux disparaissent de plus en plus dans la réalité. Sais-tu combien d'espèces, chaque jour, disparaissent de la surface de la planète? Pour les protéger, on leur fait le coup des Indiens : on les met dans des réserves... Bel avenir! »

À vrai dire, il n'est pas bête du tout, mon cousin Charles. De conversation en conversation, il m'aura amené à réviser l'idée que je me faisais des animaux. Quelque part, dans ma tête, ils étaient réduits à l'état virtuel, une sorte de folklore omniprésent, mais qui n'avait plus grand lien avec la réalité. Comment cela a-t-il pu arriver? Je suis issu d'une civilisation qui n'a qu'un but, dominer la nature, le sauvage. N'a-t-on pas fait dire à la Bible (qui le dit, de fait, mais pas en ce sens) que l'homme est là pour dominer toute la création? À vrai dire, je regarde maintenant d'un œil très critique Tarzan, ce héros de mon enfance qui, européen, blanc, grand dompteur du sauvage,

apportait la civilisation, même aux bêtes... Je suis aussi l'héritier inconscient de la philosophie cartésienne de l'animal-machine, qui fait de la bête (et de mon propre corps) un objet : objet d'étude, d'expérimentation, de consommation. Objet qui devient forcément virtuel...

J'ai donc découvert que j'avais à me rapprocher des bêtes dans la réalité. Vaste programme qui m'a valu un jour cette remarque sarcastique de Charles : « Brigitte Bardot et toi, vous me fatiguez beaucoup! Vous essayez d'aimer les animaux comme s'ils étaient des humains, alors qu'il faut les aimer comme des bêtes! »

L'amour des animaux est effectivement rempli de pièges. On peut les aimer pour les exploiter, leur faisant avaler toutes sortes de cochonneries, comme dit Charles, pour qu'ils produisent plus et plus vite. Certaines maladies, comme celle de la vache folle ou peut-être même la fièvre aphteuse, sont là pour nous rappeler qu'on ne peut traiter la nature ainsi impunément.

Mais, à l'inverse, on peut mal les aimer en projetant sur eux des sentiments humains, au risque de les traiter mieux que certains de nos semblables. La forme la plus bénigne de cette affection est courante. Vous connaissez comme moi des gens qui font des cadeaux à leur animal de compagnie, à Pâques ou à Noël. La nature se venge doucement, en faisant souvent de ces personnes de véritables esclaves de leur charmant toutou! Poussé plus loin, cet amour

« Il nous est arrivé à tous de regarder avec horreur et dégoût les scènes d'exécution sur la place publique des peintures du Moyen Âge ou des gravures du XVII^e siècle. Il est arrivé aussi à beaucoup d'entre nous de passer vite, écorchés, dans quelque petite ville d'Espagne ou d'Orient, devant la boucherie locale, avec ses mouches, ses carcasses encore chaudes, ses bêtes vivantes attachées et tremblantes en face des bêtes mortes, et le sang s'écoulant dans le ruisseau de la rue. Notre civilisation à nous est à cloisons étanches : elle nous protège de tels spectacles. »
MARGUERITE YOURCENAR, *UNE CIVILISATION À CLOISONS ÉTANCHES*

devient plus dangereux quand il va jusqu'à accorder aux bêtes non seulement des droits égaux aux nôtres, mais qui sont parfois prioritaires, sous prétexte d'une antériorité d'espèce.

De toute manière, ai-je bien précisé à Charles, je me sens beaucoup plus proche de saint François que de Brigitte!

Mais cousin Charles m'attendait à un autre tournant : « Tu sais, t'as pas besoin d'aller bien loin pour te rapprocher des bêtes. L'animal le plus proche de toi, c'est toi!

— Qu'est-ce que tu veux dire? »

N'essayez jamais de faire répéter quelque chose à cette tête de mule, encore moins de le lui faire expliquer. Il se contente de son petit sourire et laisse le sens faire son œuvre en vous.

Effectivement, cette sagesse aura fini par vaincre mes résistances et me faire entrevoir le véritable amour des animaux. M'approcher de moi-même est primordial. Imbus de notre supériorité et de notre supposé droit absolu sur les bêtes, nous faisons tout pour nous dissimuler l'animal que nous sommes. Pourtant, comme disaient les vieux moines au sujet de leur corps : *il ne faut pas oublier de nourrir la bête...* Ni sans doute de l'aimer. C'est ce que redécouvrent souvent les

médecines alternatives, à travers un fatras plus ou moins ésotérique.

Mais il y a plus. C'est un véritable travail sur moi-même qui est exigé. J'ai longtemps pensé que saint François, à cause de son *Cantique des créatures*, était un merveilleux romantique et le champion des amoureux des bêtes. J'ai maintenant rangé cette conception dans le même tiroir que celle de Tarzan. François était plutôt un converti. S'il a appris à voir d'un œil nouveau la nature, c'est d'abord parce qu'il s'est vu lui-même

J'ai longtemps pensé que saint François, à cause de son *Cantique des créatures*, était un merveilleux romantique et le champion des amoureux des bêtes. J'ai maintenant rangé cette conception dans le même tiroir que celle de Tarzan.

autrement, dans l'humilité et la vérité. Seul un homme nu, conscient de toute sa fragilité, peut dire dans la vérité « ma sœur l'eau, mon frère l'âne »...

L'amour des bêtes, je commence à le comprendre, n'est pas facile. Il y va effectivement d'une conversion. J'ai à revoir ma philosophie, ma théologie. Avec les bêtes, nous partageons la

Les animaux dans la culture autochtone

« Lorsque le dernier animal disparaîtra, l'homme mourra de chagrin... »

CHARLES COOCOO

L'AUTEUR, ATTIKAMEK,
EST BÉNÉVOLE SOCIAL
DE WEMOTACI

Le peuple des Premières Nations détient un savoir inhérent de l'écologie. Depuis des milliers d'années, par une observation objective et précise, il a acquis des connaissances sur le milieu où vivent et se reproduisent les êtres vivants ainsi que sur les rapports de ces êtres avec le milieu. Aujourd'hui, ces connaissances se transmettent à travers ses légendes propres et se manifestent dans son mode de vie quotidien, dans ses rituels et ses cérémonies.

Dans le cercle de la vie, l'homme n'a pas de place privilégiée. Qu'il s'agisse des quatre éléments : air, terre, eau, feu; du monde végétal; du monde animal et de l'homme; chacun a un rôle primordial à jouer. Tous sont interreliés et dépendent les uns des autres. Si un de ces éléments est en déséquilibre, il s'ensuivra nécessairement une fragmentation du cercle, donc une indubitable impossibilité d'harmonie. Par conséquent, il n'y a pas de concept hiérarchique, il n'y a pas d'élément qui occupe une place ou un degré au-dessus. L'homme ne surpasse pas les autres êtres vivants, il les complète.

L'animal est un être vivant faisant partie intégrante de la création avec un instinct de survie, une manière de se comporter, d'agir et une connaissance intuitive. Il transmet aux humains des enseignements appartenant à la nature sensible, au monde physique; des valeurs et des principes d'ordre moral. Cette relation étroite avec l'animal émane du lien spirituel qui nous lie avec lui et que nous qualifions de relation symbiotique. Nous sommes conscients que ce rapport provient d'une origine commune et nous ressentons une profonde relation de parenté. De cette relation est né un mode de vie spirituel. Chaque geste posé envers l'animal est empreint d'un profond respect, d'une ardente gratitude.

La culture autochtone abonde de légendes fréquemment incarnées par des animaux, destinées à illustrer des règles à suivre ou des valeurs telles que le respect, la fierté, l'identité, l'amour, le partage, l'entraide, l'amitié, la sagesse, l'harmonie, la bonté, la fidélité, la liberté, la mort et les croyances. Ces légendes, d'une richesse exceptionnelle, sont un moyen de transmettre une manière d'agir et de ressentir. Elles nous apprennent à maintenir une relation étroite avec tous les êtres vivants qui tous ont les mêmes droits, la même valeur.

Dans la culture autochtone, la chasse est un acte spirituel. L'homme s'imprègne de l'esprit de l'animal, connaît ses mœurs, fait une offrande de tabac et se dirige dans son habitat en ayant à l'esprit que s'il tue, cet acte devient un coup de grâce et non un coup de chance. Il n'a pas le sentiment de prendre cette vie car il rendra à la terre, son origine, ce qu'il n'utilisera pas et ainsi maintiendra l'équilibre du cercle de la vie. Il considère l'animal comme l'un des siens. Il prend sa

vie; nous ne la possédons pas. Nous avons à la respecter, en elles comme en nous. Les animaux, à strictement parler, n'ont peut-être pas de droits, mais nous avons certainement une foule de devoirs à leur égard. L'image biblique qui résume tout cela n'est pas celle du maître de toute la création, mais du bon berger, de l'intendant fidèle (et, soit dit entre nous, c'est cette image que je commence à admirer chez Charles).

Entre deux visites à mon cousin, j'ai donc bien des choses à méditer et un long chemin à parcourir...

Vengeance

Cousin Charles se moque souvent de moi, l'animal! Mais j'ai pris l'autre jour ma douce revanche quand, dans sa propre érablière, je lui ai fait découvrir les collemboles. Ce sont de minuscules mais robustes insectes dont bien peu de gens soupçonnent l'existence, encore moins qu'ils puissent pulluler par milliers sur la neige, quand arrive le beau soleil de la fin mars...

« Ce sont des saletés sur la neige, tes bibittes!

– Non! Regarde de plus près. J'ai apporté une loupe.

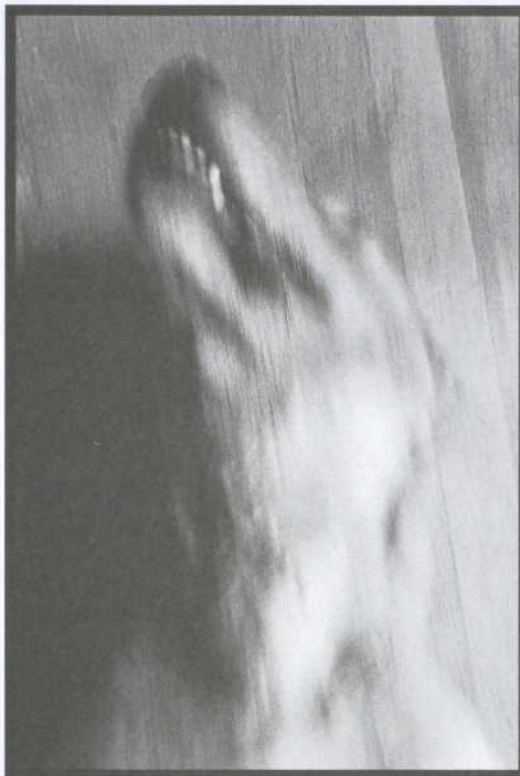
– C'est bien toi, ça : se promener dans le bois avec une loupe!

– ...

– Ah ben, sacrament! » ●

nourriture et certains éléments tels la peau, les plumes, les sabots, les dents, les os et la fourrure pour fabriquer des objets sacrés qu'il utilisera pour les rituels et les cérémonies spirituelles. Ce qu'il ne peut prendre, comme par exemple les entrailles, il le retournera à la terre. Par ce geste, le chasseur voue une immense gratitude et un respect profond à cet être vivant. Il est conscient de l'appartenance de l'animal au cercle dont il fait lui-même partie. Il se doit de sauvegarder la dignité de l'animal, même dans la mort, pour ainsi rétablir l'équilibre. Le processus de la relation se poursuit avec la femme qui accueille et prépare l'animal avec cette même attitude de respect et de gratitude que celui qui le lui apporte. Elle prépare le makocan qui signifie le « festin de l'ours ». Ce geste devient donc une nécessité pour transmettre aux enfants et rappeler aux autres cette relation de parenté.

Il n'y a pas de lois écrites pour déterminer les droits des animaux et, pourtant, elles existent. Notre respect de toute forme de vie comme faisant partie de la même création en est l'origine. Étant donné que chaque être vivant est en interrelation, que chacun a sa raison d'être, nous avons à cœur de maintenir cet équilibre. Pour y parvenir, nous avons observé attentivement les mœurs des animaux et nous avons établi une gestion circulaire de notre territoire de chasse pour qu'il y ait une régénération naturelle de la faune. Nous pratiquons une gestion de l'espèce végétale de manière à ne pas déséquilibrer l'habitat naturel de l'animal. Nous obéissons au cycle des saisons qui détermine chez l'animal ses périodes de reproduction, de mise à bas, son comportement alimentaire et ses déplacements. Nous faisons confiance aux prédateurs et aux



ELTANE EXCOFFIER,
PERRO, 2001

phénomènes climatiques comme faisant partie du cycle naturel. Nous n'épuisons ni ne déplaçons une espèce de son milieu. Nous ne tuons pas les petits qui sont nés au printemps et nous épargnons toute femelle. Enfin, l'essentiel est de laisser à chaque être vivant sa liberté que nous considérons comme un droit fondamental.

Lorsqu'on pratique la déforestation, la pollution sur toutes ses formes, le braconnage, les tests des produits nucléaires dans l'environnement, l'inondation des territoires sous le seul prétexte économique, on crée un déséquilibre alarmant du cercle de la vie. En ne tenant compte que de la relation économique avec les êtres vivants, on néglige et on risque de mettre en péril l'aspect social, environnemental et spirituel qui est à la base de l'harmonie et de la survie de toute forme de vie, de toute société. Nous assistons impuissants à ce triste spectacle que des hommes d'une culture autre que la nôtre orchestrent. Cela suscite en nous de profonds sentiments de colère, d'incompréhension, de tristesse et de compassion face à ce génocide dans lequel les animaux sont de malheureuses victimes.

Parallèlement, soit par un besoin de déculpabilisation, soit par un besoin de supériorité, des hommes ont créé un autre type de forme animale qu'ils ont domestiquée, clôturée, nourrie et rendue dépendante de l'humain. Ils ont créé une forme animale qui a perdu tout instinct de survie, toute relation symbiotique avec l'humain et qui ne se lie que par une relation économique. Aussi lorsqu'on considère un être vivant comme une simple marchandise, est-il vraiment nécessaire de parler de droit?

Les nouveaux loups-garous

La difficulté de penser le rapport entre l'animal et l'être humain témoigne peut-être, aujourd'hui, d'un danger qui les guette tous deux : celui d'être emportés par une conception étroitement technique de la vie.

JEAN PICHETTE

Li pèse trois livres et demie et a la taille d'un caniche nain... Sur le site Internet où il peut être acheté, il apparaît vraiment comme le chien idéal. « À une époque où les journées de travail ont 12 heures, il devient de plus en plus difficile de prendre soin d'un enfant, d'un animal ou même d'une plante! Imaginez la joie d'avoir à la maison un compagnon intelligent, alerte, sans les ennuis, la culpabilité et l'inquiétude qui vont habituellement de pair avec l'entretien physique et émotif de celui-ci [...] Pas besoin de vous en faire avec la gardienne ou le chenil quand vous partez en voyage d'affaires ou en vacances. » Aibo porte bien son nom japonais : c'est le « compagnon » parfait en ces temps postmodernes. Et pour 1500 \$US, vous avez le choix entre trois couleurs : noir, argent ou or. Argent ou or? Pourquoi pas! Après tout, Aibo, « né » dans les usines sophistiquées de Sony, est fait d'acier et de circuits électroniques : c'est un robot « convivial » qui se veut un véritable animal de compagnie.

En voyant déambuler ce tas de ferraille, on a envie de hurler (comme les loups) : quelle bêtise! Puis on se retient. Parce qu'Aibo ne contient pas une once de bêtise. Peut-être même annonce-t-il, paradoxalement, la fin de la bêtise. Cela n'aurait toutefois rien de bien rassurant. Après tout, la bêtise, étymologiquement, renvoie à la part animale

qui sommeille en nous. C'est précisément parce que l'animal a été pensé comme radicalement différent de l'homme qu'a pu être dénoncée, autour du XVI^e siècle, cette espèce d'atavisme dont l'humain peinerait trop souvent à se libérer : il lui arrive, encore et toujours, d'être « bête ». Remarquez qu'on ne dit pas alors « animal », comme dans « animal domestique », cette « bête sauvage » qu'on a justement éloignée de son état de nature. Par un petit mot de six lettres en apparence anodin, *bêtise*, la langue française a ainsi l'immense mérite de désigner ce qui a été l'enjeu central en Occident depuis au moins cinq siècles : sortir de la nature, en passant par les arcanes de la Raison, réputée être la marque distinctive de l'humain.

Si Aibo annonce la fin de la bêtise, c'est donc parce qu'il sonne le glas, à sa façon, de la représentation de l'humain comme être rationnel – et avec elle d'une certaine conception de la société. Au XVII^e siècle, Descartes avait remarquablement résumé, en opposant l'animal-machine et l'homme, un projet politique (alors en gestation) qui allait connaître une avancée fulgurante au siècle suivant : la construction d'une société démocratique, se voulant libérée de l'arbitraire des traditions et érigée sur la Raison que les sujets humains étaient désormais réputés incarner. Démocratie et bêtise se développaient donc en même temps, la deuxième témoignant de la part animale en l'homme qui magnifie, *a contrario*, la Raison par laquelle il cherche à se définir et à construire la démocratie. En cédant la place à son ersatz électronique, l'animal prive donc l'humain du repoussoir qui lui servait aussi de miroir. La bêtise disparaît ainsi avec la bête... mais emporte aussi une certaine idée de l'humain!

On aime présenter Aibo comme le meilleur des animaux domestiques parce qu'il n'en aurait que les qualités. Ni animal ni humain, Aibo contribue pourtant à brouiller encore davantage une ligne de démarcation déjà incertaine entre l'animal et l'humain. Il rappelle les loups-garous, tant craints aux XVI^e et XVII^e siècles, précisément parce qu'ils traversaient une frontière qu'on s'affairait alors à tracer : ces êtres qui sortaient leurs crocs la nuit et dont la pilosité exaltait, étaient-ce des hommes ou des animaux? Aibo se distingue toutefois radicalement des lycanthropes sur au moins un point : il est célébré plutôt que dénoncé. Témoin « vivant » des avancées extraordinaires de la technoscience, particulièrement de l'« intelligence artificielle », il incarne à sa façon les espoirs placés dans une raison qui a renoncé à sa majesté pour faire du vivant le lieu privilégié de son action.

L'idée d'« intelligence artificielle », qui assimile le cerveau à un « super ordinateur », laisse en effet espérer que les machines que nous construisons seront un jour à la hauteur du « modèle vivant », capables de traiter autant d'informations – et aussi vite – que lui. Comme si, dans l'accroissement de cette puissance, se trouvait la mesure de la vie, ainsi découpée en une infinité de fonctions à « gérer »! Comme si la capacité d'un être vivant de se mouvoir dans le monde, de s'éprouver en tant qu'être vivant, de ressentir son existence singulière dans un environnement auquel il ne se réduit jamais, n'était qu'affaire de « gestion de l'information »!

Le grand écart

Nous contemplons tous les jours la mort dans notre assiette, même si nous avons quasiment oublié que la viande a d'abord été un animal. Certes, les hommes ont de tout temps mangé des animaux, qui se dévorent eux-mêmes entre eux. Mais l'animal qui n'existe que pour remplir notre tube digestif peut-il vraiment « connaître » la vie? Réduit, de son vivant, à l'état de morceau de viande virtuel, enserré dès sa naissance par une

« L'absence de raison n'a pas de mots pour s'exprimer. Seul celui qui la possède est éloquent et l'histoire manifeste est pleine de cette éloquence. La terre entière témoigne de la gloire de l'homme. Durant les guerres, en temps de paix, dans l'arène et à l'abattoir, de la mort lente de l'éléphant vaincu par les hordes humaines primitives dans leur premier assaut planifié jusqu'à l'exploitation systématique du monde animal, les créatures privées de raison ont eu à subir la raison. Ce processus visible cache aux bourreaux le processus invisible : la vie sans la lumière de la raison, l'existence des animaux. »

THEODOR ADORNO ET MAX HORKHEIMER,
LA DIALECTIQUE DE LA RAISON

réalité industrielle trouvant son oméga à l'abattoir, l'animal n'est plus seulement en sursis, comme nous tous : il est tout entier programmé pour la mort. Son existence, totalement assujettie à la nôtre, devient radicalement insignifiante pour lui-même : une épreuve, et rien d'autre, la possibilité d'entrer dans un rapport sensible au monde – put-il nous paraître extrêmement pauvre – lui étant *a priori* déniée.

Mauvaise conscience? Effet à rebours de ce véritable massacre? Voie inconsciente de la rédemption? En tout cas, l'animal domestique apparaît comme le symétrique inverse de celui qui passe directement de l'élevage à l'abattoir. Si nous renvoyons le morceau de viande en devenir dans une radicale altérité, jusqu'à le priver de son statut de vivant, nous élevons au contraire l'animal domestique au rang d'*alter ego*. Celui qui est devenu un membre à part entière de sa « famille d'accueil » est désormais investi de tous les désirs de son maître (de moins en moins) et ami (de plus en plus). À travers le filtre de l'animal-viande, l'homme avait pu cerner son humanité en promettant l'animal aux abattoirs; l'animal-ami lui permet de se rappeler – autre effet de miroir – qu'il habite lui-même le monde en tant que présence subjective, comme c'est le cas pour son animal de compagnie. Après tout, seuls ceux qui n'ont pas d'yeux pour voir, d'oreilles pour entendre, de mains pour toucher ou de cœur pour sentir ne peuvent reconnaître la vie qui bat dans la forme animale, même la plus simple. Le vivant n'est jamais une pure « chose » : il se meut dans le monde et se constitue en lui résistant. Il ressent donc le monde, dont il est toujours en quelque sorte le nombril, puisque c'est *son* monde à lui, qui gravite autour de sa *présence*.

L'animal de l'abattoir – comme celui du laboratoire – nous fait oublier que la bête est vivante; l'animal de compagnie, devenu presque notre égal, tend à nous délivrer de cette amnésie, signalant peut-être du même souffle notre crainte plus ou moins diffuse d'être nous aussi, après l'animal, réduits à l'état de chose. Reconnaître la subjectivité de l'animal ne suffit pourtant pas à prendre conscience de l'aliénation (la dépossession de nous-mêmes) à laquelle nous condamnons une société où, pour reprendre une expression de Marx, les rapports entre les gens apparaissent de plus en plus comme « des rapports entre les choses ». Parce qu'entre ces deux pôles de l'animal-viande et de l'animal-ami, c'est notre idée de l'animal qui se trouve écartelée, plaçant du même coup dans un *no man's land* identitaire la figure de la bête... et celle de son « négatif » : l'humain.

Peut-être Aibo annonce-t-il au fond la réconciliation, dans sa « chair » métallique, des deux figures extrêmes de l'animal, dont l'opposition est désormais intenable. Cette « mort » d'une certaine idée de l'animal n'est

pas sans affecter la représentation de l'humain lui-même, qui se rapproche peu à peu de l'animal. En fait, la question du rapport homme/animal tend à se confondre avec celle de la technoscience, et le cabot électronique prend une tout autre signification que ce que lui prêtent ses concepteurs de Sony : on le découvre porteur d'un imaginaire en train de balayer toutes les frontières de la vie.

C'est parce que l'animal a été pensé comme radicalement différent de l'homme qu'a pu être dénoncée cette espèce d'atavisme dont l'humain peinerait trop souvent à se libérer : il lui arrive, encore et toujours, d'être « bête ».

La métamorphose

Il y a près d'un siècle, un voyageur de commerce s'est réveillé, après une nuit de sommeil, transformé en véritable vermine. Grégoire Samsa n'a jamais recouvré sa forme humaine : après avoir arpenté pendant des mois les murs et le plafond de sa chambre, il a été retrouvé mort un matin, « crevé comme un rat ». Cela se passait, bien sûr, dans un récit de Kafka. Aucun humain n'a encore été retrouvé métamorphosé en vermine ou quelque autre bestiole. Mais peut-être Kafka avait-il déjà pressenti que la frontière érigée entre l'homme et l'animal n'allait plus tenir longtemps.

En sommes-nous là? Une chose est en tout cas certaine : les progrès des technosciences, dont les sciences du vivant, sont



en train de modifier de fond en comble notre vision tant de l'animal que de l'humain. Tous deux apparaissent de plus en plus comme un agencement complexe de fonctions sophistiquées attestant d'une continuité entre les différentes formes du vivant. En ce sens, le dualisme cartésien est certainement en train de voler en éclats, même si on mesure mal l'effet d'un tel bouleversement.

La difficulté de penser une différence – dans la continuité – entre l'homme et l'animal appelle peut-être, pourquoi pas, la transformation de notre monde humain en un immense zoo, où nous irions alors rejoindre les animaux.

Le dépassement de la vision cartésienne ne se traduit malheureusement pas par la reconnaissance d'une transcendance présente dans toute forme de vie. C'est au contraire la vie humaine qui tend elle-même à être réduite à des composantes physico-chimiques, comme si la « vérité » du vivant logeait dans le plus petit (les gènes, par exemple). Conséquence : puisque tous les vivants logent à l'enseigne de l'infiniment petit, la vision cartésienne tend à disparaître en étendant à l'homme le statut d'animal-machine ! Pendant longtemps, l'animal a été enfermé dans une nature objective devant laquelle se dressait une subjectivité incapable de penser son rapport sensible au monde : l'animal n'était qu'un morceau de chair, l'hu-

main était un pur être de raison, désincarné. Cette représentation, jonchée de cadavres animaux, a fait long feu : hommes comme bêtes deviennent peu à peu les simples chaînons d'un processus technoscientifique, comme si la remise en question d'une coupure radicale entre l'animal et l'homme impliquait nécessairement de faire de l'un et de l'autre des machines plus ou moins évoluées.

C'est dans ce cadre que l'instrumentalisation de l'animal peut connaître un essor sans précédent. Il avait été (et continue d'être) viande, fourrure, bête de somme, cobaye de laboratoire ; il devient maintenant réservoir d'organes pour l'humain, un réservoir virtuellement inépuisable grâce à la magie du clonage... qui permet de se représenter l'humain lui-même comme un champ de culture d'organes, bouclant ainsi la boucle de la réduction du vivant à des biomatériaux. La vision technique du vivant transforme ainsi peu à peu tous les vivants, animaux et humains, en une immense chaîne de montage où la distinction entre sujet et objet s'estompe peu à peu : tous peuvent, un jour ou l'autre, devenir des relais techniques (biomécaniques) au profit d'une autre partie de la chaîne.

On ne peut nier qu'une telle dynamique a entraîné de fulgurants progrès médicaux. La question est cependant de savoir si cette logique, en nivelant la vie, en la réduisant à une multitude de fonctions plus ou moins autonomes, ne tend pas à faire disparaître toute altérité – et son corollaire : le sentiment d'exister comme sujet face à l'autre. On peut imaginer, et la science-fiction ne s'en prive pas, d'extraordinaires machines, capables d'effectuer des tâches d'une immense complexité. À cet égard, Aibo représente d'ailleurs un exploit technologique. Mais la présence – par essence subjective – dans le monde ne passe pas par la multiplication de dispositifs technologiques, aussi sophistiqués soient-ils. On peut s'émerveiller devant Aibo, devant les possibilités techniques qui sont les siennes, mais force est d'admettre que la voie menant à la reconnaissance de ce qu'il faut bien appeler une « conscience animale », niée par

L'aile ou la cuisse

DIANE JOHNSON

LA RAGE AU CŒUR (R.A.G.E.)

Révolu, ce temps où la poule picorait, était libre d'aller et de venir, de se jucher sur son perchoir, de couvrir ses œufs de son corps chaud dans un nid de paille.

La poule de basse-cour n'est plus que machine à produire. Ce que l'on attend d'elle, ce sont des œufs à 10 cents l'unité ; ensuite, si possible, un poulet à 3 \$, ou à défaut, des morceaux séparés provenant d'un corps déchiqueté impossible à vendre entier. Dès la naissance, on trie les poussins mâles. Jugés impropres à la consommation, ils seront aussitôt jetés vivants dans un broyeur mécanique.

Dans un bâtiment lugubre, s'alignent des centaines de cages superposées, dégoulinantes d'excréments. Enfermée avec quatre autres compagnes de baigne dans une même cage, la poule ne peut se mouvoir. Elle ne peut que sortir la tête pour

se nourrir. Ne pouvant s'user au sol, ses griffes croissent et se referment parfois sur la grille. Parfois la peau de ses ailes pousse autour du grillage et y adhère. Afin d'éviter que la poule désespérée ne mutilé ses malheureuses compagnes, on ampute son bec. Il en résulte une douleur chronique aiguë. L'ostéoporose la ronge par manque de calcium utilisé pour fabriquer l'énorme quantité d'œufs accrue par les hormones. En vain, elle essaie de ramper sous ses compagnes, à la recherche d'un nid où pondre. Son œuf tombe dans un réceptacle et ne lui appartient déjà plus. Mère poule : ces mots ont perdu tout sens !

La nuit venue, on la sort de cage, la jette parmi d'autres dizaines, dans un sac. Les condamnées rejoignent l'abattoir surveillé par des caméras extérieures. Nul regard intrus ne peut pénétrer les lieux. On les suspend tête en bas et la tuerie en chaîne débute. La scie tranche tantôt un cou, un crâne ou une poitrine... partout, le sang gicle.

572 304 000 poules sont abattues chaque année, au Canada.

le dualisme cartésien et la modernité occidentale, ne saurait passer par ses entrailles électroniques – et éventuellement biotechnologiques.

Le zoo humain

Conscience n'est pas Raison, comme l'Occident l'a trop longtemps pensé en accordant le monopole de l'une et de l'autre (confondues) à l'humain – excluant ainsi du monde les animaux, les « fous », etc. Refuser de penser le monde du point de vue de la Raison (et de sa forme contemporaine, la rationalité économique) n'implique pourtant pas la disparition de toute mesure (*ratio*) à l'aune de laquelle puisse être jugée l'action humaine. Cela suppose toutefois plus de modestie, d'ouverture à l'égard de la différence et de la capacité d'accueillir un passé qu'on ne peut effacer sans s'annihiler soi-même. Cela ne donne pas de réponses toutes faites, mais permet de maintenir l'idée de « raison de vivre », qu'aucune Raison n'a jamais pu donner du haut de sa prétention. Au fond, c'est peut-être la seule raison qui mérite d'être défendue, surtout aujourd'hui, alors que la vision technicienne du vivant noie peu à peu la question du « pourquoi vivre ? » dans une réponse déniaient *a priori* toute capacité créatrice à la vie : la seule raison de vivre, dans cette optique, serait maintenant d'assurer la perpétuation de la vie. Peu importe les moyens.



L'idée de la survie ou de la perpétuation de la vie comme fin ultime de la vie n'a bien sûr pas attendu l'industrie du vivant pour se développer. La biologie est massivement imprégnée de cette idée depuis au moins Darwin, au XIX^e siècle. Il n'est d'ailleurs pas fortuit que cette idée ait pu se déployer à travers le rapprochement alors effectué entre l'homme et l'animal. Un

Animaux de compagnie

RAu Québec, 45 % des ménages possèdent un animal domestique. La moyenne canadienne est de 52 %. Le chien et le chat sont les animaux domestiques les plus populaires. Sur les 2,6 millions de ménages, 23,5 % possèdent un chien et 23,2 % un chat. SOURCE : LÉGER ET LÉGER, SEPTEMBRE 1995.

Chaque année, les Américains dépenseraient 20,3 milliards de dollars pour leurs animaux. SOURCE : MONEY MAGAZINE, AVRIL 1994.

rapprochement inspiré, chez Darwin, par la représentation économique du monde, qui se met en place à la fin du XVIII^e siècle, et qui nourrit l'hypothèse de la « lutte pour la vie ». Pour le libéralisme économique de l'époque comme pour le naturaliste anglais, il s'agit en fait de trouver un fondement immanent à notre réalité terrestre. Sans remettre en cause le bien-fondé d'un tel projet, peut-on pourtant, aujourd'hui, en questionner les hypothèses centrales sans crainte de se voir accusé d'être un partisan du créationnisme? Après tout, la « sélection des espèces » n'épuise pas du tout l'expérience du vivant, même animal : la vie n'est pas simplement un processus d'autoconservation dans lequel les êtres vivants singuliers, animaux comme humains, n'auraient aucune valeur en eux-mêmes. Le fonctionnel est bien sûr une dimension incontournable du vivant : il suffit pourtant de vivre pour ressentir – sinon savoir – que cela n'est jamais la fin en soi d'une existence toujours singulière...

« Les zoos, a écrit John Berger, sont apparus au début de la période qui allait voir la disparition des animaux de la vie quotidienne. Le zoo où les gens vont découvrir les animaux, les observer, les voir, est en fait un monument commémorant leur disparition. » La difficulté de penser une différence – dans la continuité – entre l'homme et l'animal appelle peut-être, pourquoi pas, la transformation de notre monde humain en un immense zoo, où nous irions alors rejoindre les animaux. C'est du reste ce qui est peut-être déjà en train de se réaliser, tant notre monde semble avoir renoncé à définir de façon réfléchie (à défaut d'être rationnelle) ce qu'il voudrait être. C'est peut-être aussi cela, la fin de la bêtise : le refus de penser le devenir du monde – au nom d'une « démocratie » réduite à des mécanismes marchands – après avoir découvert que la Raison ne nous donnait pas la clé du paradis. Reste alors à savoir qui se déplacerait pour rendre hommage à une humanité en voie de disparition qui s'exhiberait dans une cage.

Et si, l'homme entrant dans une cage, l'animal effectuait le chemin inverse? Par un gentil pied de nez à Darwin, il pourrait se présenter comme l'avenir de l'homme plutôt que de se contenter d'être son passé. Après l'époque de la bêtise, celle de l'« hommerie » serait alors promise à un avenir fructueux ... ●

ELIANE EXCOFFIER,
VOLATILE, 2001

Pour prolonger la réflexion

LIVRES

ADORNO, Theodor, et HORKHEIMER, Max, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1959 (1947).
 BARATAY, Éric et HARDOUIN-FUGIER, Élisabeth, *Zoos. Histoire des jardins zoologiques en Occident (XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, La Découverte, 1998.
 BERGER, John, « Why Look at Animals? », in *About Looking*, New York, Vintage, 1980.
 CHANTEUR, Janine, *Du droit des bêtes à disposer d'elles-mêmes*, Paris, Seuil, 1993.
 CHAPOUTHIER, Georges, *Au bon vouloir de l'homme, l'animal*, Paris, Denoël, 1990.
 Collectif, *Le temps de la réflexion*, n° IX, *De la bêtise et des bêtes*, Paris, Gallimard, 1988.
 CYRULNIK, Boris, (s. dir. de), *Si les lions pouvaient parler*, Paris, Gallimard, 1998.
 DELORT, Robert, *Les animaux ont*

une histoire, Paris, Seuil, 1984.
 DIGARD, Jean-Pierre, *L'homme et les animaux domestiques. Anthropologie d'une passion*, Paris, Fayard, 1990.
 DREWERMANN, Eugen, *De l'immortalité des animaux*, Paris, Cerf, 1992.
 FERRY, Luc, *Le nouvel ordre écologique. L'arbre, l'animal et l'homme*, Paris, Grasset, 1992.
 FONTENAY (de), Élisabeth, *Le silence des bêtes. La philosophie à l'épreuve de l'animalité*, Paris, Fayard, 1998.
 JONAS, Hans, *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Cerf, 1992.
 LE BRAS-CHOPARD, Armelle, *Le zoo des philosophes. De la bestialisation à l'exclusion*, Paris, Plon, 2000.
 MATIGNON, Karine Lou, *Sans les animaux, le monde ne serait pas humain*, Paris, Albin Michel, 2000.
 NURIDSANY, Claude et PÉRENNOU, Marie, *Microcosmos. Le peuple de l'herbe*, Paris, Éditions de La Martinière, 1996.

MÜLLER Denis et POLTIER Hugues (s. dir. de), *La dignité de l'animal*, Genève, Labor et Fides, 2000.
 PORTMANN, Adolf, *La forme animale*, Paris, Gallimard, 1961 (1948).
 PORTMANN, Adolf, *Animals as Social Beings*, New York, Viking Press, 1961 (1953).
 SINGER, Peter, *La libération animale*, Paris, Grasset, 1993 (1975).
 TALIN, Christian, *Anthropologie de l'animal de compagnie. L'animal, autre figure de l'altérité*, Paris, L'Atelier de l'Archer, 2000.
 VON UEXKÜLL, Jacob, *Mondes animaux et monde humain*, Paris, Denoël, 1965 (1956).
 YOURCENAR, Marguerite, « Une civilisation à cloisons étanches », in *Le Temps, ce grand sculpteur*, Paris, Gallimard, 1983.

HIGHSMITH, Patricia, *Le rat de Venise et autres histoires de criminalité animale*, Paris, Calmann-Lévy, 1977 (1975).
 KAFKA, *La métamorphose*, Paris, Folio, 1955 (1915).
 SINGER, Isaac Bashevis, *Un jeune homme à la recherche de l'amour*, Paris, Stock, 1981 (1978).

FILMS

La planète des singes, réalisé par Franklin Schaffner, États-Unis, 1968.
Le peuple singe, réalisé par Gérard Vienne, France, 1989.
Microcosmos. Le peuple de l'herbe, réalisé par Claude Nuridsany et Marie Perennou, France, 1996.
Le Mont Rigaud : une colline chez les hommes, André Desrochers, ONF, 1999.

REVUES

Le débat, n° 108 et n° 109, janvier-février 2000, mars-avril 2000, « Droits de l'homme, droits du singe, droits de l'animal », Paola Cavalieri, Élisabeth de Fontenay, Luc Ferry, Marie-Angèle Hermitte, Joëlle Proust.

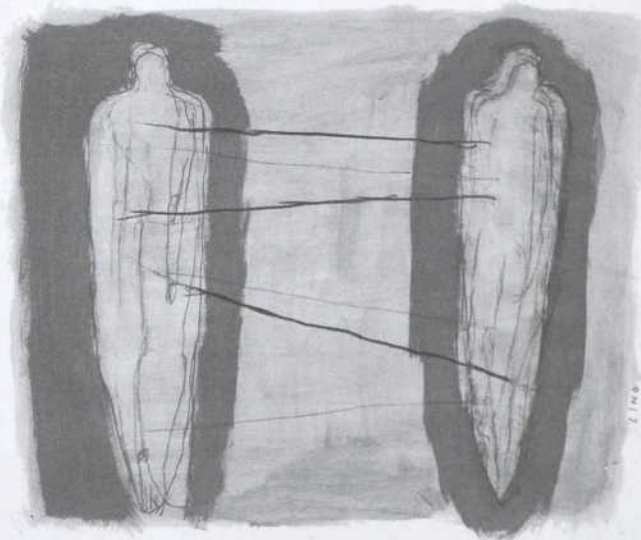
FICTIONS

DARRIEUSSECQ, Marie, *Truismes*, Paris, P.O.L., 1996.
 DÖBLIN, Alfred, *Berlin Alexanderplatz*, Paris, Gallimard, 1970 (1929).

Prochain numéro

Le numéro de septembre de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et en librairies au début de septembre. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la sexualité, à l'écart de l'interdit et de la licence, qui empêchent tous deux de réfléchir sur cette dimension fondamentale de l'expérience humaine;
- une controverse sur la création éventuelle d'un parti féministe au Québec;
- un article sur la situation politique en Italie, au lendemain de l'élection du magnat de la presse Silvio Berlusconi;
- une réflexion sur le mal politique à partir de l'expérience haïtienne;
- le début du feuilleton de Wajdi Mouawad, illustré par Marc Séguin, qui s'échelonnera sur toute l'année;
- des dessins de notre artiste invité, Lino.



LINO, *TENSION*, 2001

David contre Goliath

Les habitants de la petite île de Vieques (9400 habitants), dans l'archipel de Puerto Rico, au large des États-Unis, sont en lutte depuis plusieurs décennies contre la US Navy qui utilise les deux tiers de l'île pour ses pratiques militaires. Depuis la mort d'un habitant tué par une bombe il y a deux ans, la lutte s'est intensifiée : désobéissance civile massive, occupations de la base militaire se soldant par des centaines d'arrestations et provoquant des arrêts temporaires des bombardements considérés comme des agressions militaires. En plus d'avoir déjà détruit des centaines d'espèces de plantes et d'animaux, la contamination chimique des cours d'eau, des lagunes et de l'air provoquée par l'explosion des bombes est à la source d'un taux alarmant de cancers et de maladies rares chez la population. Les enfants sont particulièrement affectés par l'asthme. La population appelle à la solidarité internationale. www.viequeslibre.org

Les êtres humains ne sont pas des yogourts

Malgré une forte augmentation de ses ventes et de ses bénéfices, la multinationale Danone, géant agroalimentaire européen qui accapare le gros du marché en biscuits et en produits laitiers, a prévu la mise à pied de centaines de travailleurs. L'indignation devant le cynisme d'une entreprise qui préfère sacrifier ses employés pour satisfaire la voracité des actionnaires, selon la logique de la mondialisation financière, a fait place à la lutte. Les centaines de licenciés de l'usine de Calais, au nord de la France, ont surpris leur

patron en lançant une campagne de boycott des produits Danone, qui fait boule de neige, sous le slogan « Les êtres humains ne sont pas des yogourts ». Ils comptent bien toucher le cœur de leurs employeurs là où il se trouve : dans leur portefeuille. À n'en pas douter, le boycott est une arme capitale aux mains des citoyens, à l'heure où l'économie phagocyte le politique. De son côté, Mgr Michel Dubost, évêque d'Évry, n'a pas mâché ses mots face à la fermeture de la société Danone, à Ris-Orangis, dans la banlieue parisienne : « Une société sans risque est une société morte même s'il est légitime de prendre des précautions [...] Les responsables économiques ne peuvent pas décider seuls ce qu'il est convenable de faire sans discuter avec toutes les personnes concernées. »

Une nouvelle traduction de la Bible

Le 12 septembre 2001, les éditions Bayard (France) et Médiaspaul (Canada) publieront la première édition intégrale d'une nouvelle traduction française de la Bible par des spécialistes des textes bibliques et des écrivains contemporains. Cette nouvelle traduction est réalisée à partir d'un état critique exégétique et scientifique des textes, qui intègre les dernières connaissances et prend en compte leur dimension proprement littéraire. Elle est le fruit du travail de 20 écrivains, 27 exégètes, auteurs français, québécois, belges, suisses; catholiques, protestants, croyants ou athées, religieux ou laïcs; universitaires ou artistes. Tous ont été passionnés par ce projet original et unique en son genre.

Le nouveau départ de TC

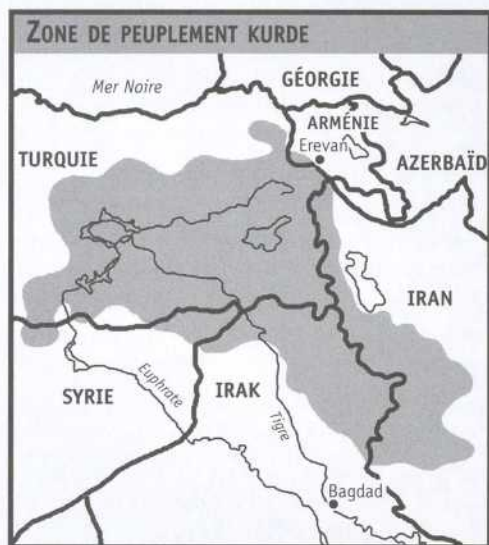
Le journal *Témoignage chrétien* vient de faire peau neuve et de changer de directeur. Bernard Ginesty laisse la place à Michel Cool, déjà connu des lecteurs. Fondé en 1941 dans la clandestinité par Pierre Chaillet, l'hebdomadaire a toujours voulu défendre les opprimés et les laissés-pour-compte de la société dans la droite ligne de la bonne nouvelle évangélique. Connu pour sa liberté d'opinion et ses prises de position courageuses, *Témoignage chrétien* compte bien garder la même ligne éditoriale, même si les temps sont durs pour l'avenir des revues. Nous lui souhaitons longue vie et nous nous réjouissons de la nouvelle maquette.

La réunification des personnes réfugiées

Les obstacles à la réunification familiale demeurent multiples et complexes. La longue période d'attente qui la précède est un moment de grande vulnérabilité. La séparation engendre inévitablement des transformations chez les individus et dans leurs relations : changements de niveau de vie, de modes de vie, de rôles. Les conditions sociales et économiques jouent également un grand rôle. La Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, le Centre universitaire de santé McGill et l'Équipe de recherche et d'action en santé mentale viennent de publier les résultats d'une étude consacrée au défi posé aux familles réfugiées réunies après de longues séparations. Renseignements : (514) 528-1959.

La tragédie oubliée des Kurdes

La guerre entre l'Iran et l'Irak et la guerre du Golfe ont rappelé au monde entier la situation précaire du peuple kurde au Moyen-Orient. Le combat de ce peuple pour la reconnaissance du Kurdistan est l'un des plus tenaces et courageux, mais en même temps l'un des plus tragiques de l'histoire contemporaine.



ISAAC ISITAN

L'AUTEUR, D'ORIGINE TURQUE, EST PRODUCTEUR ET RÉALISATEUR DE FILMS DOCUMENTAIRES AUX PRODUCTIONS ISCA INC.

Les Kurdes ont été victimes des intérêts des grandes puissances coloniales pour le contrôle de leur territoire. D'une grande importance géopolitique dans la région, celui-ci est également riche en pétrole et en eau. Après la Première Guerre mondiale, les puissances coloniales européennes, soucieuses de démanteler à leur avantage l'Empire ottoman qui avait pris parti pour l'Allemagne durant la guerre, refirent la carte du Moyen-Orient. C'est ainsi que les Kurdes se sont retrouvés divisés dans quatre nouveaux États. Au nombre actuellement d'environ 30 millions, ils se répartissent de la manière suivante : 43 % en Turquie, 31 % en Irak, 18 % en Iran et 6 % en Syrie.

Et l'histoire se répète.

Le pétrole kurde

La présence de pétrole, en grande quantité, dans le territoire kurde de l'Irak n'est pas étrangère au soutien apporté par les États-Unis aux Kurdes en lutte contre Saddam Hussein. Des pipelines

transportent le pétrole du Nord de l'Irak jusqu'à la Méditerranée. Grâce à la zone de sécurité décrétée au lendemain de la guerre du Golfe dans cette région de l'Irak, à majorité kurde, les Américains préservent leur accès aux importants gisements pétroliers qui s'y trouvent. Leur appui aux Kurdes n'a donc rien à voir avec un quelconque motif humanitaire. Ils n'ont jamais rien fait pour contrer les massacres de Kurdes perpétrés par l'armée irakienne, même quand Saddam Hussein lança une offensive contre les Kurdes, vers la fin de la guerre du Golfe, alors qu'ils auraient pu le faire. D'un autre côté, les États-Unis sont le plus gros fournisseur d'armes de la Turquie, à qui ils offrent également une aide logistique dans la répression contre les Kurdes de Turquie et ce, jusque dans la zone de sécurité en sol irakien.

Certes, l'existence de cette zone de sécurité au nord-est de l'Irak, en plein territoire kurde, assure une certaine autonomie politique au peuple kurde de cette région, administrée par les deux principales organisations kurdes en Irak dirigées par des chefs de clan, soit le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani. Mais ces partis militarisés, aux structures traditionnelles, semblent être tolérés, dans la mesure où ils offrent les conditions nécessaires aux intérêts économiques et géopolitiques occidentaux : le pétrole. Il en va tout autrement du mouvement kurde en Turquie.

Un conflit sanglant

Les Kurdes composent plus de 20 % de la population turque, soit 13 millions sur 67 millions, et occupent un territoire de 230 000 km² au sud du pays. On a dit peu de chose sur le conflit sanglant qui oppose les Kurdes au puissant État turc.

Celui-ci est l'un des plus gros acheteurs d'armes au monde, bien qu'il ne soit en guerre contre aucun pays. À n'en pas douter, cette politique d'armement est dirigée en grande partie contre la menace kurde.

Depuis 1984, plus de 40 000 personnes ont perdu la vie dans cette guerre. Des milliers sont portés disparus. L'armée turque a rasé des milliers de villages et brûlé les terres, forçant le déplacement interne de millions de Kurdes qui se sont agglomérés dans les centres urbains déjà surchargés, comme Diyarbakir, avec tous les problèmes d'urbanisation, de chômage, d'insalubrité et d'itinérance que cela entraîne. Des centaines d'intellectuels et de journalistes turcs se sont retrouvés en prison simplement pour avoir défendu le droit des Kurdes. Quiconque écrit sur les Kurdes risque l'arrestation, la torture ou la mort.

La rébellion kurde, dirigée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), est l'aboutissement de plus de 70 ans de répression. Elle vise à faire reconnaître les droits politiques et culturels des Kurdes qui vivent en Turquie, dont l'existence même était niée par la Constitution jusqu'à tout récemment. Avant 1997, il était interdit, en effet, de se dire Kurde sous peine d'écoper de cinq ans d'emprisonnement. Les villages de ces « Turcs des montagnes » ont été rebaptisés en turc, tout comme leurs noms de famille. Aucune association culturelle ou école kurde n'est tolérée alors que d'autres minorités comme les Grecs et les Arméniens ont obtenu ces droits. Pourquoi cette négation d'identité et cette répression n'a-t-elle pas davantage attiré l'attention des médias occidentaux ?

Certes, la Turquie n'est pas l'Irak. Elle est un allié des Américains et un membre stratégique de l'OTAN au Moyen-Orient. De plus, si le Mossad israélien s'est allié à la CIA dans l'arrestation, au Kenya, du leader du PKK, Abdullah Öcalan – qui attend son procès au Tribunal international de La Haye – c'est qu'Israël, qui a signé en 1996 un accord de coopération



MANIFESTATION DE
KURDES, À MONTRÉAL,
EN FÉVRIER 1999,
CANAPRESS/
ALLEN MC INNIS

militaire avec la Turquie, est loin d'être indifférent à ce qui se passe dans cette région kurde, riche en ressources hydrauliques. L'Euphrate et le Tigre, les deux grands fleuves du Moyen-Orient, prennent en effet leur source dans le territoire montagneux kurde de la Turquie, avant de traverser la Syrie et l'Irak. Cette région est déjà un vaste sentier de barrages gigantesques : 21 barrages et 17 centrales doivent générer 26 milliards de kwh et irriguer 4,2 millions d'acres.

Une histoire avortée

La question nationale kurde n'a cessé d'être à l'ordre du jour depuis l'effondrement de l'Empire ottoman et de son partage colonial au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le Traité international de Sèvres, en 1920, entre les Alliés et l'Empire ottoman, présentait un espoir pour les Kurdes en préconisant la création d'un état kurde. Rejetant les termes de ce traité, au demeurant très injuste pour les Turcs, le général Mustafa Kemal (celui qui allait devenir le père de la République de Turquie), convainquit les Kurdes de participer à la guerre d'indépendance en vue d'un « État des Turcs et des Kurdes » dans lequel les deux peuples vivraient « en frères et égaux ». Une fois l'indépendance acquise, et au moment de dessiner les frontières du nouveau pays, Kemal revint pourtant sur sa promesse. Sous les pressions de la Grande-Bretagne et de la British Petroleum, la Turquie accepta de céder

Moussoul – province riche en pétrole, mais à majorité kurde – à l'Irak alors sous mandat britannique. Dans les négociations pour le tracé des frontières turco-syriennes, la France, puissance mandataire en Syrie, réussit à obtenir les zones kurdes que revendiquait la Turquie.

Dès 1924 commença la répression politique et culturelle de la communauté kurde : interdiction de l'enseignement du kurde dans les écoles, dissolution de toute association politique et culturelle. Cela provoqua de nombreuses insurrections, toutes écrasées dans le sang. Une politique d'assimilation fut mise en branle, dont la déportation interne. Le Kurdistan resta, jusqu'en 1965, une zone interdite aux étrangers.

Dans les années 70 fut fondé le PKK. En 1984, ce dernier lança une guerre de guérilla contre le gouvernement turc. L'armée turque, forte de 800 000 soldats – la cinquième armée du monde –, véritable machine de guerre moderne, pensait ne faire qu'une bouchée de ces quelque 300 combattants mal équipés, mal entraînés. Quinze ans plus tard, ils sont plus de 30 000. Selon les sources du gouvernement turc, le PKK comptait, en 1995, au moins un million de sympathisants en Turquie, sans compter les centaines de milliers en exil. On pourrait multiplier par cinq ce chiffre pour avoir le compte juste.

La répression systématique des Kurdes n'a fait qu'accroître le soutien de la population kurde à l'endroit du PKK.

Tout porte à croire que si l'armée turque n'a pu écraser 300 combattants au début des années 80, elle ne pourra pas le faire maintenant qu'ils sont 100 fois plus nombreux. Le PKK se présente comme une force politique incontournable. Fortement structuré, il a constitué un Parlement parallèle, diffuse des programmes de télévision depuis la Belgique (Medya-TV) captés par 45 pays, et reçoit des appuis indéniables des Kurdes d'Irak et de plus en plus d'Irak. Avec le temps, le PKK a adouci ses revendications. Il ne lutte plus pour l'indépendance du Kurdistan, mais réclame plutôt une autonomie politique et culturelle au sein même de l'État turc. Pourtant, le gouvernement refuse toute solution politique négociée et s'obstine à maintenir sa politique de répression. Il se contente de répéter : « Nous allons écraser le terrorisme d'abord et ensuite Ankara pourra introduire des réformes économiques et sociales pour accélérer la turquisation dans cette région. »

Sans un règlement du conflit autour d'une table, la guerre continuera et rendra impossible l'avènement d'une véritable démocratie. Car les généraux, qui veulent la continuation de cette guerre et ont derrière eux tout le complexe militaro-industriel, possèdent un pouvoir énorme en Turquie, même si, depuis 1983, le gouvernement militaire a laissé place à un gouvernement civil. Jusqu'où sont-ils prêts à aller? En 1993, alors qu'il préparait une amnistie et une négociation avec le PKK, le président turc Turgut Özal mourrait subitement. Une mort suspecte, vite classée « naturelle », selon les dires de sa propre famille.

La poursuite par le gouvernement turc – sur la base du déni systématique « du problème kurde » – de sa politique répressive et de son refus d'une « paix à travers le dialogue » avec le PKK ne pourra que plonger la Turquie dans l'engrenage d'une guerre interminable contre un peuple qui se refuse à l'assimilation à laquelle on veut le contraindre. ●

Stratégie non violente ou diversité des tactiques?

La violence structurelle qui criminalise et réprime les opposants au système est celle qui devrait être dénoncée

EVELYNE PEDNEAULT

L'AUTEURE EST MEMBRE
DE CASA

La question de la violence soulève bien sûr des débats et peu de gens peuvent affirmer l'aimer ou vouloir la défendre. Lorsqu'il s'agit de discuter de la « violence » ou « d'actes violents » posés lors de manifestations ou d'actions de résistance politique, il nous faut cependant aller au-delà des lieux communs. Où commence et où s'arrête la violence?

Chacun a son idée sur la question sans qu'aucune n'ait jusqu'à présent fait l'unanimité. Il faut donc s'entendre sur la définition que nous voulons donner à la violence avant de poursuivre. Faute de référent commun construit collectivement, nous pouvons nous tourner vers le Petit Robert, qui définit la violence comme le fait d'« agir sur quelqu'un ou le faire agir contre sa volonté, en employant la force ou l'intimidation » ou encore de « contraindre quelqu'un en le brutalisant ou en l'opprimant ». Nous sommes ici très loin des actes que l'on tente d'imputer aux manifestants.

La violence érigée en système

La définition que nous offre le dictionnaire laisse cependant songeur quant à l'action des pouvoirs politiques, policiers et judiciaires face à ceux et celles qui militent et qui osent s'opposer à eux. Un mur de plusieurs kilomètres érigé en plein quartier résidentiel, plus de 5000 bombes de gaz lacrymogène toxique lancées en trois jours, près d'un millier de balles de plastique tirées, souvent à

bout portant, sur la foule des manifestants en en blessant plusieurs, 450 arrestations abusives et arbitraires, quatre ou cinq personnes entassées dans des cellules prévues pour en accueillir une ou deux, des centaines de témoignages de gens confrontés au mauvais traitement policier et carcéral, un système de justice déshumanisé... La liste pourrait être encore longue, mais déjà le débat prend une autre perspective. La violence qui saute aux yeux ici en est une qui est érigée en système, une violence qui vient de l'État et qui fait régner la répression politique sur les militants.

Alors que des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue afin d'actualiser leurs droits et libertés les plus fondamentaux et d'accomplir ce qui devrait être un devoir de citoyens, comment peut-on accepter que la réponse qu'on nous offre soit celle d'une déclaration de guerre? Et tout cela pour quelques vitrines cassées (elles se comptent sur les doigts d'une main en ce qui concerne le Sommet des Amériques). C'est en dire long sur la place des êtres humains face au profit et à la propriété privée! Et on ose appeler cela une démocratie? Un peu de bon sens, s'il vous plaît!

La criminalisation des mouvements sociaux

Il n'est pas question ici de justifier une violence par une autre, mais il nous faut plutôt centrer le débat de manière plus réfléchie. Pourquoi parle-t-on tant de ces bris de propriété alors qu'il semble de plus en plus normal que les forces policières débarquent dans les manifestations avec tout leur arsenal? Non seulement les pouvoirs politiques et policiers provoquent-ils une réaction des mili-

tants, mais en plus leurs services de communications et de relations publiques, qui semblent travailler de pair avec les grands médias, s'ingénient à donner tous les torts aux manifestants, quels qu'ils soient.

Est-il donc devenu criminel d'opposer sa dissidence au système? Depuis 1995, près de 2500 arrestations ont été effectuées au cours de manifestations politiques au Québec. Tous des casseurs? Un travail de plus en plus systématique est fait pour criminaliser et marginaliser les gens à cause de leurs idées politiques et là se trouve le véritable danger pour notre société... et pourtant, tant les décideurs que les exécutants de ce crime n'ont pas de difficulté à recouvrer leur liberté, même sans caution.

Le respect de la diversité

On a fait un dogme de la non-violence sans prendre en considération une situation politique et sociale compliquée et il ne conviendrait pas davantage d'y opposer son contraire sans plus de réflexion. Aucune réponse à l'oppression n'a marqué l'histoire de façon telle qu'il ne nous faille plus la remettre en question. C'est en ce sens que la diversité des tactiques est la bienvenue. Le respect de la diversité des tactiques implique le respect de toutes les tactiques, ce qui a pour conséquence de ne pas pousser les manifestants non violents au-delà des limites qu'ils se sont eux-mêmes données, mais la réciproque est aussi vraie. Le respect de la diversité des tactiques implique de ne pas dénoncer un acte « violent » sur les seules allégations d'un système qui s'érige en juge et partie. ●

Les mobilisations antimondialisation, et particulièrement celles contre la ZLEA, à Québec, ont soulevé un débat important parmi les militants. Doit-on, comme le soutient notamment SalAMI, opter pour une stratégie explicitement non violente, ou bien, comme en appellent

la CASA et la CLAC, entre autres, respecter la diversité des tactiques, pouvant laisser place à une certaine confrontation avec les forces policières? Un débat dont on ne peut minimiser l'importance...

Le choix des moyens n'est pas neutre, il doit s'inscrire dans un plan stratégique global de résistance civile

MICHAEL GAGNÉ

Un constat s'impose : la mondialisation orchestrée par nos élites économiques, politiques et financières mène droit au désastre humain et écologique. Les militants et militantes radicaux s'entendent sur le fait qu'une transformation profonde de la société est impérative pour la paix, la justice et la survie écologique; il faut agir directement aux racines de l'arbre de l'oppression, scier les branches du patriarcat, du capitalisme, du militarisme, plutôt que de s'attaquer aux feuilles – les symptômes. Ils reconnaissent aussi qu'il existe de nombreux moyens d'influencer la société et que la diversité des tactiques de lutte est nécessaire pour gagner des batailles. La diversité compte parmi les atouts les plus précieux du mouvement antimondialisation, qui doit sa fertilité à la pluralité des mouvements ainsi qu'à la diversité des moyens mis en œuvre. Mais cela n'exempte pas de réfléchir sur les moyens efficaces et stratégiques pour lutter contre la marchandisation du monde et servir notre visée de transformation radicale. Il est tout aussi impensable et dangereux d'affirmer qu'il existe une seule bonne stratégie que de prétendre que tous les moyens sont bons. Peut-on encore prétendre faire l'économie d'un profond débat sur la pertinence et l'impact des différents moyens de lutte?

Le vaste éventail d'actions non violentes

L'action non violente est une stratégie visant à extirper les racines de la violence institutionnelle en s'attaquant à

toutes les formes de domination. Selon George Lakey, une révolution non violente comprend cinq étapes : la préparation culturelle (éducation, communication, arts), les alternatives locales, l'action directe non violente (blocages, occupations...), la non-coopération politique et économique de masse (grèves, boycotts), et enfin les alternatives de masse (démocratie et économie participative...).

Si la non-violence radicale, comme vecteur de transformation en profondeur de la société, est un choix moral, elle est avant tout stratégique. Elle s'inscrit dans la tradition de l'action directe – s'attaquer directement au problème qui nous préoccupe – et de la résistance civile. Encore méconnue aujourd'hui, la désobéissance civile est le moyen privilégié d'action directe non violente : elle consiste à refuser ouvertement et intentionnellement d'obéir à une loi profondément injuste et illégitime. Plus qu'une infraction, elle est un geste de défi public à l'autorité, un geste transparent dont on accepte d'assumer les conséquences.

Pas n'importe quelles tactiques

Le modèle de pensée prépondérant accepte, voire légitime et valorise la violence comme outil de libération. Cette croyance est profondément ancrée – et rares sont ceux et celles, même en ayant fait le choix personnel de la non-violence, qui acceptent de remettre en cause la légitimité et la pertinence des tactiques de lutte à caractère violent – dans le contexte de la résistance à la mondialisation. En refusant d'exercer un jugement critique sur les moyens acceptables ou non, la diversité des tactiques suppose que tous les moyens sont également bons et

méritent un respect égal, tant qu'ils servent la même fin.

Si notre objectif est de créer un mouvement massif et diversifié et d'enlever aux institutions en place leur légitimité et leur mode d'action – à savoir la domination par la violence –, comment justifier le fait que les mobilisations fondées sur la diversité des tactiques se transforment rapidement en un conflit opposant de jeunes « radicaux » et la police, plutôt qu'un vaste mouvement citoyen de résistance? Permet-elle une réelle synergie entre les différentes options tactiques? Elle semble au contraire permettre au petit pourcentage des manifestants qui favorisent la violence de monopoliser l'espace physique et l'espace médiatique entourant les manifestations. Un contraste symbolique limpide entre l'attitude des policiers et celle des manifestants n'aurait-il pas plus de chances de convaincre l'opinion publique que la violence principale vient de l'État, de la grande entreprise et des structures mondiales injustes? Quelques roches lancées par des manifestants (ou des infiltrateurs) suffisent à focaliser l'attention, à répondre au sensationnalisme médiatique, à justifier aux yeux de l'opinion publique la répression policière. Les actes de provocation renforcent l'emprise tactique, stratégique et politique de l'État sur les manifestations.

L'objectif de l'action directe est-il simplement de faire sortir la vapeur et d'exprimer sa colère en attaquant des symboles du patriarcat et du capitalisme, ou bien de transformer durablement les rapports de force? Nos actions invitent-elles à la participation des gens ou leur effet est-il de les repousser? Sommes-nous en train de bâtir des ponts ou de les brûler? Pour ma part, je crois que la stratégie de la non-violence radicale est plus respectueuse, diversifiée et stratégique que l'appel au « respect pour la diversité des tactiques ». ●



L'AUTEUR EST MEMBRE
DE SALAMI

La Grande Paix de Montréal : 300 ans plus tard

Le 4 août 1701, la signature du traité de la Grande Paix de Montréal marquait la fin des guerres entre Français et Iroquois, mais aussi entre les Iroquois et les nations amérindiennes alliées des Français. Au terme d'un processus entamé quatre ans plus tôt, un nouveau chapitre de l'histoire entre les Premières Nations et les arrivants européens commençait ainsi à s'écrire. Pour faire le point sur la signification de cet événement et voir comment il continue à peser sur la vie des Amérindiens, Roméo Saganash, du Conseil des Cris, et Denys Delâge, professeur de sociologie à l'Université Laval, ont accepté d'en discuter pour *Relations*. La rencontre s'est tenue à Québec, à la fin du mois de mars.

DENYS DELÂGE ET ROMÉO SAGANASH

Denys Delâge : Rappelons d'abord les faits. À l'été de 1701, près de 1300 ambassadeurs indiens se retrouvent à Montréal. Parmi eux, des Abénaquis, dont certains viennent probablement des provinces de l'Atlantique; presque tous les Iroquois, sauf les Mohawks; des Illinois venus d'aussi loin que Saint-Louis, au Missouri; des Renards, des Poutéouatamis, des Miamis, des Hurons, des Outaouais, etc., de tout le Haut Mississippi et du bassin des Grands Lacs, des Ojibwés et des Cris du nord du Lac Supérieur, etc. Voici donc des représentants de nations avec lesquelles on négocie, on fait du commerce, avec lesquelles on s'intermarie depuis longtemps, qui sont tous en guerre avec les Iroquois depuis un siècle. Ils parviennent, au-delà des distances, des conflits d'intérêts, des tensions, à conclure une paix qui dure 50 ans. Réalisation extraordinaire qui arrive à régler de gros problèmes : l'échange de prisonniers, parce que les prisonniers étant adoptés, s'en départir, c'était donc se départir d'un membre de sa famille; les problèmes autour de la surchasse des animaux à fourrure, qui crée une rareté du castor, des pelleteries, etc. Ils arrivent à trouver une manière d'éviter que les conflits entre eux ne dégénèrent en vendettas et en guerres. Mais cet événement est aussi extraordinaire à cause du métissage qui le caractérise. C'est largement la manière amérindienne de faire qui s'impose, on le voit dans le moindre détail, comme dans les descriptions de l'enterrement de Kondiaronk, le chef des Wyandots et l'un des grands artisans de cette paix, décédé le 2 août.

Mais cet événement marque aussi l'émergence du pouvoir colonial français, qui se place graduellement au-dessus des Indiens, de la même manière que le roi de France s'était peu à

peu placé au-dessus des seigneurs, puis des nobles, et avait concentré le pouvoir autour de son État en déposant ses vassaux de leurs pouvoirs. La même chose se passe ici : l'émergence du pouvoir colonial qui se pose comme pourvoyeur, défenseur, intermédiaire, mais aussi comme celui qui, ayant l'initiative de la diplomatie, centralise l'information et joue autant que possible les rapports des Indiens les uns avec les autres, en fonction de son propre projet impérial. Le tout dans une formule largement métissée qui permet – c'est le propre des vieilles monarchies – de s'ajuster à toutes les traditions, de les intégrer, tout en s'imposant par-dessus. De ce point de vue, la Grande Paix marque l'émergence du pouvoir français et un affaiblissement des Iroquois.

Roméo Saganash : C'est pourquoi on peut dire que la Grande Paix de Montréal constitue en fait le début de la fin pour les Autochtones. À partir de ce moment-là, mais surtout vers la fin des années 1700, les Autochtones ont commencé à perdre peu à peu de leur importance militaire, politique et même démographique. Ils sont en quelque sorte devenus une force négligeable, si bien qu'à partir de 1840, avec le régime

de l'Union, on se demande que faire avec les Autochtones. Est-ce qu'on les garde à l'écart de la société ou est-ce qu'on essaie de les intégrer dans la société dominante? La politique qui a été choisie à l'époque reflète la tension qui existait entre ces deux options : on garde les Autochtones en marge de la société dans des réserves, mais on adopte des politiques pour les affranchir, pour les émanciper. Si tu deviens avocat ou médecin, si tu entres à l'université, si tu es une femme qui se marie avec un Blanc, tu perds ton statut.

Au lieu de nous montrer de beaux objets pour commémorer les 300 ans de cet événement, on aurait dû en profiter pour ten-

La Grande Paix de Montréal constitue en fait le début de la fin pour les Autochtones. – R. S.

ter d'établir une nouvelle paix contemporaine avec les Autochtones, ou au moins tenter d'exprimer politiquement ce souhait que nous devons tous avoir de part et d'autre. Est-ce qu'on peut dire qu'il y a aujourd'hui une paix entre les gouvernements et les nations autochtones au pays? Je ne le pense pas.

D. D. : Si on découvre la Grande Paix de Montréal aujourd'hui, c'est parce qu'on a occulté les Autochtones dans l'histoire. Ils n'ont jamais été vus comme des acteurs; ils ont été représentés sur le mode de l'existence préhistorique, au mieux, pour faire un décor de départ. La société dont on s'est ensuite représenté la construction est une société homogène

composée de Français, puis d'Anglais. On peut dire que cette représentation s'est faite sur le mode du racisme, parce qu'elle excluait une partie de la population : en 1630, à Québec, il y avait 50 ou 100 colons, peu importe, alors qu'il y avait chaque été 1500 Montagnais et Algonquins qui venaient ici, à la Pointe de Sillery!

On peut donner un autre exemple. Dans les livres d'histoire, on parle généralement du peuplement du Québec au XVII^e siècle, alors que c'est une période de dépeuplement, parce que les épidémies tuent plus de monde que les bateaux n'amènent d'immigrants. On observe ensuite un phénomène de repeuplement, mais qui ne commence pas à zéro. Dans la représentation de notre histoire, c'est-à-dire du « nous », il y avait exclusion de ceux qui étaient mis en réserve ou à la marge. Les Indiens étaient simplement conçus comme des objets de l'intervention européenne : les Européens arrivaient ici pour les convertir, pour les civiliser, pour prendre leurs terres. Point.

R. S. : Personnellement, à cause de mon intérêt pour l'histoire, j'ai toujours été conscient de l'importance historique de cet événement, et je m'attendais à ce qu'il soit souligné de la façon dont il va l'être cet été, même si je déplore la récupération politique de l'événement par le gouvernement du Québec. Après tout, après la défaite des plaines d'Abraham, c'est l'Angleterre, puis le gouvernement canadien, qui a hérité des responsabilités et obligations à l'égard des Autochtones.

La construction d'un empire

D. D. : Il y a 20 ans, on n'aurait pas pu prévoir qu'on allait commémorer un tel événement, ce qui veut dire que les Amérindiens, les Inuits, sont plus présents dans l'espace public, dans la conscience populaire. C'est un des effets de la présence actuelle des Autochtones : au fur et à mesure qu'ils réémergent, leur propre histoire réémerge. Et l'épisode de la Grande Paix de Montréal n'est pas banal dans cette histoire.

Pour bien saisir la logique de ce qui se met en place avec la Grande Paix de Montréal, il faut toutefois faire un retour en arrière. Au début de la colonie, les Français ne sont pas nombreux et ont besoin des Indiens pour la traite des fourrures et pour la guerre. Les Indiens, plus nombreux au début du XVII^e siècle, passent leur temps à dire aux Français : « mon cousin tu n'as point d'esprit », autrement dit, tu raisones de travers, on va t'expliquer. Cela revient souvent dans les *Relations* des Jésuites. Et puis il y a les épidémies. Entre le début et la fin du XVII^e siècle, les populations s'écroulent : seulement un vingtième de la population de départ demeure. Ces épidémies changent complètement le rapport entre les Européens et les Amérindiens, parce qu'il y a des populations entières qui disparaissent. Avant l'arrivée des Européens, la population du Québec était d'environ 20 000 ou 25 000 habitants; en 1660, elle est de 10 000 maximum, même en comptant les colons qui sont arrivés.

Après ces terribles épidémies, et après la défaite des Hurons et de leurs alliés aux mains des Iroquois, un chef huron, Kondiaronk, un des grands artisans de la Paix de

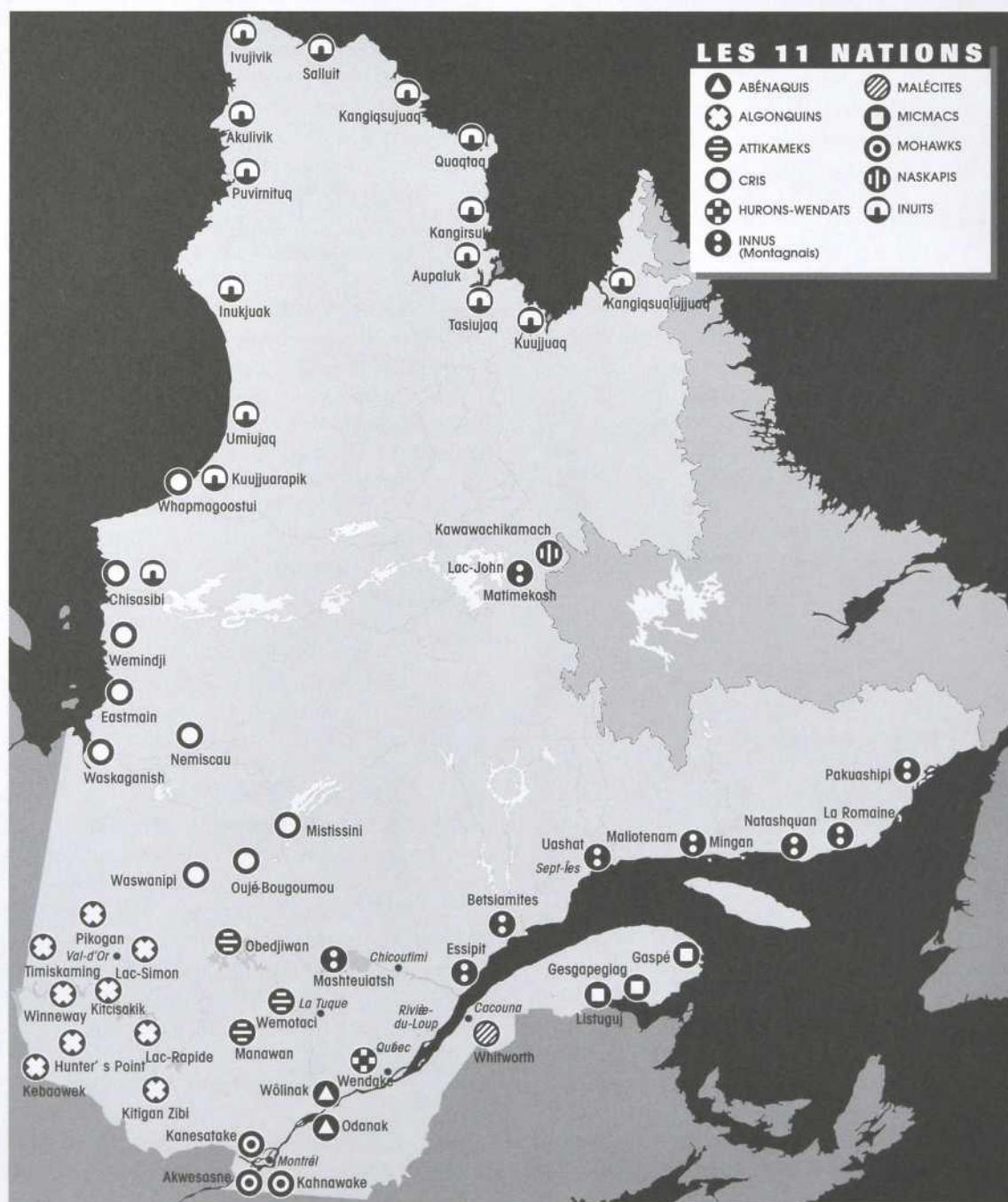




Montréal en 1701, dit au gouverneur : « désormais, nous sommes tes enfants ». Les Autochtones se placent ainsi sous l'autorité du gouverneur, en lui disant : « désormais, tu vas être notre chef ». Mais Kondiaronk raisonne comme un Indien : être un chef, c'est être un protecteur, un pourvoyeur, un négociateur, un intermédiaire. Le chef accumule toutes sortes de richesses pour les redistribuer et ainsi gagner du prestige dans sa pauvreté. Le gouverneur accepte l'offre de Kondiaronk, bien sûr, mais l'interprète à sa manière. Il se place dans la position de celui qui se donne autorité, comme un père européen a plein pouvoir sur ses enfants. Les Indiens, eux, ont une autre tradi-

tion familiale, où le père a peu d'autorité sur ses enfants, encore moins dans les sociétés iroquoises, qui sont matri-linéaires. Chacune des parties tente peu à peu d'imposer sa propre interprétation de l'entente, mais les Français y parviennent les premiers. En 1701, les Français avaient encore énormément besoin des Indiens pour s'adapter au pays, pour la géographie, pour les guerres, pour le commerce, pour pouvoir circuler sans danger sur le territoire, mais ils se hissaient au rang de médiateurs. Leur logique d'alliance était subordonnée à une autre de conquête et un processus de centralisation du pouvoir émergeait.

Tout bascule avec la conquête. Jusqu'alors, les Indiens jouaient sur la concurrence entre les Anglais et les Français. Ils avaient intérêt à s'allier aux Français, moins menaçants



parce que moins nombreux. Mais à partir du moment où les Anglais l'emportent, la logique de conquête s'intensifie. Encore faut-il cependant tempérer, car la monarchie anglaise, qui craint alors l'indépendance américaine et des révoltes indiennes, a toujours besoin d'alliés. Elle propose des traités aux Indiens, sur lesquels on vit encore. Mais ces traités ne s'inscrivent pas que dans une logique généreuse, selon laquelle on ne vole pas la terre des gens puisqu'on leur donne une compensation. Ils s'insèrent en même temps dans une logique de conquête : autrement dit, on reconnaît les terres, sur la base du sang, mais en attendant que les Autochtones disparaissent. Au-delà des promesses et des belles paroles, un processus de construction d'un empire est à l'œuvre. De toute façon, on pensait que les Indiens allaient disparaître, en mourant ou en devenant civilisés et adultes, comme les Européens! À long terme, évidemment, on ne pensait pas que les Cris ou les Micmacs allaient ressortir ces traités.

Il n'y a pas de solution acceptable à moins d'arriver à rompre complètement avec le passé colonial, avec la tradition juridique concernant les Autochtones, y compris avec les traités et les droits inhérents. – D. D.

R. S. : Cette logique a été raffinée de diverses façons, et le fait de ne pas reconnaître aux Autochtones de droits ou de titres aux terres et aux ressources est toujours, aujourd'hui, une forme d'exclusion et de non-reconnaissance. C'est pour cela que je regrette un peu qu'on rate l'occasion de remettre les pendules à l'heure en ce qui concerne la paix entre nous. On a erré en pensant que nous allions disparaître : nous sommes toujours là. Autant essayer de trouver des solutions de paix et d'harmonie, de relations harmonieuses et pacifiques, viables et durables, parce que les Autochtones ne disparaîtront pas. Au contraire : l'augmentation des populations autochtones est l'une des plus importantes au monde.

Une logique à briser

D. D. : Il n'y a pas de solution acceptable à moins d'arriver à rompre complètement avec le passé colonial, avec la tradition juridique concernant les Autochtones, y compris avec les traités et les droits inhérents. Mais c'est très difficile de rompre avec cela, car ce sont les seuls outils qu'ont les Indiens pour revendiquer leurs droits. Ceci étant dit, l'addition d'une infinité de victoires judiciaires des Indiens ne constitue pas une solution politique. Il faut arriver à trouver une solution politique. Or la logique des traités est un cadeau empoisonné : elle ne reconnaît que des droits temporaires d'usufruit et de possession, en attendant que le territoire se transforme en propriétés privées et que les Indiens disparaissent.

Pendant ce qu'il voit comme une transition entre la sauvagerie et la civilisation, l'État prend sous sa tutelle les Autochtones et leurs descendants – qui ont conclu des traités. Il s'assure qu'ils ne prolifèrent pas trop, c'est-à-dire qu'ils ne se marient pas avec n'importe qui, ne considérant comme des

vrais Indiens que ceux qui sont dans la lignée des hommes. Les Indiens sont ainsi définis par le sang, sur des territoires réduits, parce que la logique du traité, c'est de déposséder et de laisser juste des petits morceaux. En contrepartie, on prend en charge cette population, à qui on donne des services sociaux, des écoles ou, à l'époque, des instruments aratoires pour en faire des cultivateurs, pour cultiver des patates à la baie James!

R. S. : On a bien vu la réaction, toutefois, lorsqu'on a proposé d'éliminer les réserves et de se débarrasser de la loi sur les Indiens. Cette proposition fédérale a soulevé un tollé, en 1969, et il n'y a pas tellement longtemps, quand on est revenu à la charge avec une proposition similaire. Les leaders autochtones ont dit : remplacer les réserves, mais par quoi? Et qu'est-ce qui va nous protéger en attendant?

D. D. : Il faudrait arriver à reconnaître des droits aux Autochtones non pas en vertu d'une proclamation royale, d'un traité, du droit inhérent ou de l'occupation ancestrale, mais simplement parce qu'ils existent. Cela signifie qu'il faut en arriver à une solution démocratique qui reconnaît en même temps l'identité nationale – ce qui n'est pas le cas avec la tradition des traités où les idées de citoyenneté et de responsabilité ne sont pas du tout présentes. Le défi auquel sont confrontés les Indiens n'est donc pas sans rappeler celui des Québécois à l'égard des *Canadians* : ils doivent être reconnus à la fois comme des égaux et en tant que nation. Évidemment, cette reconnaissance est beaucoup plus facile à envisager globalement que pour chaque groupe particulier : on ne peut pas dire que les Hurons, à 2000 personnes, forment un État-nation.

La population autochtone au Québec

Abénaquis	1 985
Algonquins	8 471
Attikameks	5 328
Cris	13 530
Hurons-Wendats	2 881
Innus	14 492
Malécites	683
Micmacs	4 606
Mohawks	15 509
Naskapis	787
Indiens non associés à une nation	119
Inuits	9 397

Total **77 788**

SOURCE : SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
www.saa.gouv.qc.ca



TRAITÉ DE 1701

R. S. : Je suis d'accord avec ce que tu dis par rapport aux Hurons, mais ce n'est pas à nous de porter un jugement là-dessus. En tant que nation et en tant que peuple, les Hurons savent eux-mêmes quelle solution serait dans leur intérêt. Je ne pense pas, après avoir écouté pendant 20 ans les Autochtones du monde entier parler de leurs droits aux Nations unies, qu'une seule de ces nations revendique le statut d'État-nation. Il y a bien les Mohawks qui sont proches d'une certaine souveraineté, mais les autres Autochtones, lorsqu'ils discutent de leurs droits à l'autodétermination, ne voient pas l'indépendance stricte et absolue comme une solution. Les Naskapis, par exemple, qui sont 400 environ, savent très bien que ce ne serait pas dans leur intérêt de revendiquer le statut d'État-nation. Mais ce n'est pas à nous d'en juger; je pense que chaque nation et chaque peuple a cette capacité de prendre des décisions dans le meilleur de ses intérêts.

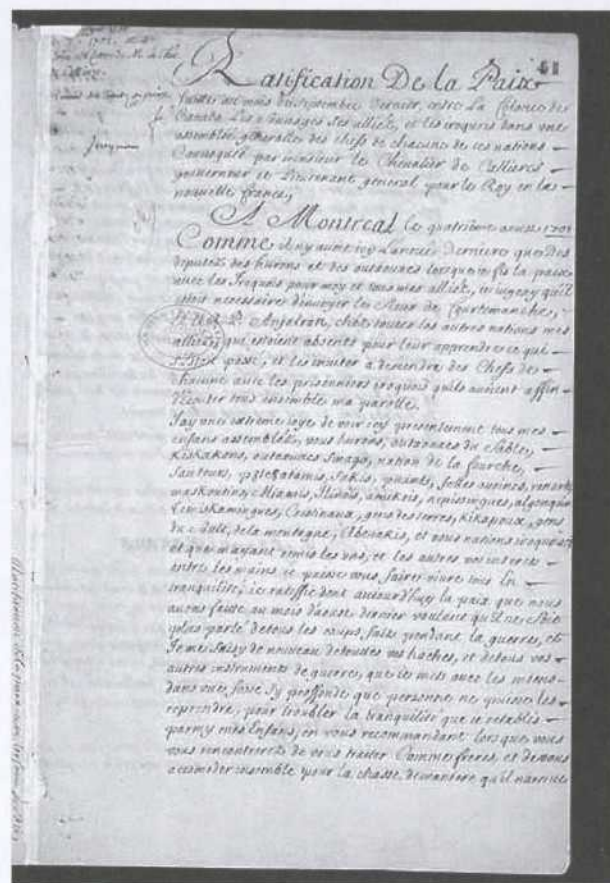
Par ailleurs, je suis d'accord pour dire qu'il faut rompre avec des attitudes colonialistes antérieures, mais je ne pense pas qu'on doive nécessairement rompre avec le droit comme tel. Pour moi, la question centrale est plutôt celle de la reconnaissance de l'existence des peuples autochtones. Lorsque j'ai siégé à la Commission sur l'avenir des Cris dans le contexte

Je suis persuadé qu'après la Grande Paix de Montréal, la seule autre occasion que nous aurons pour faire une paix viable et durable, ce sera la souveraineté du Québec. – R. S.

du débat sur la souveraineté du Québec, j'ai visité l'ensemble des communautés à travers le territoire. Quand on demandait aux gens leur opinion sur la souveraineté du Québec et sur le maintien ou non dans le cadre canadien, la plupart de ceux qui vivent encore de chasse et de pêche dans le territoire ont répondu qu'en fait, ils s'en foutaient, l'essentiel pour eux étant qu'on reconnaisse qui ils sont et qu'ils puissent être ce qu'ils sont sur leur territoire. Le reste est secondaire pour eux.

Une communauté politique à reconnaître

D. D. : Les Indiens doivent gérer leurs affaires, avec les responsabilités qui s'ensuivent, avec des règles de péréquation, etc. Il ne s'agit pas de laisser les gens du Nord dans la misère, mais de leur assurer les moyens de survivre, par des droits sur les ressources, par exemple, et de leur accorder l'autonomie politique plutôt que de les maintenir sous la tutelle d'un bon père qui s'occupe de ses enfants. Les non-Indiens doivent reconnaître que les Indiens existent et qu'ils



ont droit à une place. Inversement, les Indiens doivent réclamer l'autonomie politique, y compris la sortie de la tutelle du gouvernement fédéral, ils doivent se départir d'un État qui les définit ethniquement.

Cela signifie que les Indiens doivent être reconnus comme une communauté politique. Le problème, encore une fois, est donc semblable à celui du Québec à l'égard du Canada. Dans les deux cas, il faut trouver une solution politique inclusive, un moyen de reconnaître des identités nationales à l'intérieur d'un système démocratique. Comment avoir un nationalisme républicain et civique – mais qui ne soit pas que civique et républicain – qui intègre des droits collectifs, plutôt que seulement les droits des individus dans une charte des droits et libertés? Avec la question de la souveraineté du Québec, il y a une belle occasion pour les Autochtones de faire une proposition qui dise : « si c'est bon pour vous, c'est bon pour nous ».

R. S. : Mais ce n'est pas à nous de faire une telle proposition, même si je suis persuadé qu'après la Grande Paix de Montréal, la seule autre occasion que nous aurons pour faire une paix viable et durable, ce sera la souveraineté du Québec. Comment saisir cette opportunité? Il faut d'abord reconnaître que les Autochtones sont des peuples qui ont leur propre droit à l'autodétermination. À l'heure actuelle, on nous dit que si le Québec vote oui à 50 % plus 1 dans un référendum, c'est le Québec tel qu'on le connaît aujourd'hui qui devient indépendant, peu importe ce qu'en pensent les Autochtones. On leur dit : « on va être généreux, on va respecter vos droits ». Ce faisant, on manque le point fondamental : la liberté des peuples autochtones de pouvoir, eux aussi, déterminer librement

leur destin. Avec une telle attitude comme point de départ, je pense qu'on n'arrivera pas à régler cette question.

D. D. : Mais rien n'empêche les Autochtones de prendre l'initiative et de dire : « Vous avez un projet national, nous en avons un. Nous voulons sortir de la logique coloniale dans laquelle nous sommes : elle est canadienne, mais nous ne voulons pas qu'elle devienne québécoise. Nous vous proposons une formule d'autonomie politique qui nous permettra de gérer nos écoles, de dire qui est Indien, qui ne l'est pas, etc. Nous voulons des ressources sur nos territoires, des moyens pour y vivre, des moyens d'être autonomes, de gérer nos affaires. Nous gérons nos affaires, puis vous gérez les vôtres. »

Lorsque nous voulons continuer à exercer notre mode de vie traditionnel, on nous reproche de vivre encore aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles; mais lorsque nous faisons le contraire, en nous modernisant et en choisissant un moyen de développement économique moderne, on nous dit : ça ne fait pas partie de vos traditions. – R. S.

R. S. : Je ne pense pas qu'un leader souverainiste risquerait d'avouer que dans le contexte de la souveraineté du Québec, les peuples autochtones ont également le droit à l'autodétermination et peuvent choisir de demeurer au Canada. Aucun souverainiste ne va l'avouer. Les souverainistes devraient pourtant réfléchir sérieusement à cette question, parce que ce serait là une belle occasion de signer une grande paix. Qui sait, le prochain référendum sera peut-être l'occasion de créer un Québec des douze : onze nations autochtones et le peuple québécois. Mais ça prend des hommes et des femmes courageux pour faire ça.

L'enfermement dans les traditions

R.S. : Il faudra que la mentalité canadienne à l'égard des Autochtones évolue, parce qu'elle ne semble pas vouloir reconnaître que les Autochtones peuvent également évoluer comme société. Prenons un exemple très concret. La première fois que la communauté de Waswanipi a proposé au ministre des Ressources naturelles de construire un moulin à scie, on nous a dit : une scierie ne fait pas partie de vos traditions! Lorsque nous voulons continuer à exercer notre mode de vie traditionnel, on nous reproche de vivre encore aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles; mais lorsque nous faisons le contraire, en nous modernisant et en choisissant un moyen de développement économique moderne, on nous dit : ça ne fait pas partie de vos traditions.

D. D. : C'est comme si on disait à un Canadien français propriétaire d'une entreprise : « Ce n'est pas dans vos traditions; vous autres, vous avez des fermes. » C'est absurde! Il n'y a pas de solution à l'autonomie politique sans l'appropriation du monde moderne sous toutes ses formes. De ce point de

vue, un conseil de bande ou le conseil indien de la communauté devrait avoir le droit de lever des impôts et des taxes, comme tous les gouvernements autonomes. Et l'ensemble des gens qui habitent le territoire devraient faire partie de cette communauté et en respecter les règles : si mes enfants vont à l'école des Hurons, ils apprennent l'histoire des Hurons, même s'ils ne sont pas Hurons, parce qu'ils vivent sur leur territoire.

R. S. : Quand tu es dans une situation de majoritaire, comme les Noirs en Afrique du Sud, c'est facile d'envisager un système parlementaire démocratique, civique, inclusif, etc. Mais si les Cris veulent maintenir leur langue et avoir des cours d'histoire crie dans leurs écoles, ce n'est pas aussi évident : dans le cas du territoire conventionné, 50 % de la population est blanche et 50 % de la population est crie. Est-ce que, même si les Cris sont un peu moins que la population blanche du territoire de la baie James, cette majorité va accepter l'imposition de la langue crie et de l'histoire crie dans ses écoles, parce qu'elle se trouve dans un territoire crie? Je ne le pense pas.

D.D. : Les Indiens sont toujours exposés au danger d'être envahis et de perdre le contrôle de leur propre territoire, c'est vrai. C'est pourquoi il faut veiller à ce que la population indienne puisse défendre son territoire et son caractère distinct. Les Indiens ont toujours assimilé du monde. Or la loi l'interdit, à moins que...

R. S. : À moins de respecter la loi qui était là depuis 5000 ans, dans notre cas. ●

Festivités pour commémorer la Grande Paix

Du 2 mai au 16 septembre 2001

Exposition temporaire au musée Pointe-à-Callière avec le traité de 1701, habituellement conservé aux Archives d'Outre-Mer en France.

De juin à septembre 2001

Installation de mâts totémiques pour la paix au Jardin botanique de Montréal.

11 juin au 21 juin 2001

Pour sa 11^e édition, le festival Présence autochtone est placé sous le signe de la paix.

3, 4, et 5 août 2001

Trois grands jours de commémoration dans le Vieux-port de Montréal.

SOURCE : www.grandepaix.org/fr



La mort de mon père



L'AUTEUR EST
DIRECTEUR ARTISTIQUE
DU THÉÂTRE DE
QUAT'SOUS

On ne pouvait pas dire que c'était un beau quartier. Les maisons avaient été construites rapidement et avaient toutes quelque chose de prétentieux, en cela qu'elles étaient flanquées de coupes en plâtre, de fenêtres ovales et de colonnes romaines également en plâtre mais recouvertes d'une finition marbrée d'un mauvais goût accablant. À regarder ces maisons, on voyait bien qu'elles avaient toutes été construites avec les mêmes matériaux et que l'architecte semblait avoir fait une variation sur un même thème tant on avait le sentiment que chaque construction était un essai, un brouillon, pour un idéal qui n'arrivait jamais. Les années avaient quant à elles rendu le tout légèrement glauque et dépravé. C'était un quartier pauvre où vivaient des immigrants qui avaient déjà été riches et qui ne voulaient pas se mêler aux quartiers populaires. Mais pour la plupart, il n'y avait plus rien à faire que d'attendre et de rêver à une richesse nouvelle et miraculeuse puisqu'elle tenait tout entière à l'intérieur d'un ticket de loto.

Maurice Abdellwabi est mort assis aux toilettes, au 4356 de la rue 23 de ce quartier. L'autopsie a révélé qu'il a été victime d'un arrêt cardiaque dû à l'effort de la contraction au moment de la défécation. Car Maurice était constipé depuis plusieurs années. « Il a trop poussé »,

avait dit le docteur au fils de Maurice. « Ça arrive souvent chez les vieux qui n'ont pas un bon cœur », avait même ajouté le médecin.

Maurice était né, il y a de cela 78 ans, au bord de la mer Méditerranée, à Alexandrie, en Égypte. Il avait fait des études en commerce et en économie et était devenu représentant commercial. Il avait fait fortune et avait eu une jeunesse brillante et prometteuse jusqu'à la guerre des six jours où, poussé par sa femme, il avait émigré au Canada pour fuir la guerre. Ce fut une erreur, car sa femme mourut deux mois plus tard, et lui perdit

Pour la plupart, il n'y avait plus rien à faire que d'attendre et de rêver à une richesse nouvelle et miraculeuse puisqu'elle tenait tout entière à l'intérieur d'un ticket de loto.

toute sa fortune. Il ne lui restait que son fils, qui passait le visiter une fois par semaine. Ce fut d'ailleurs lui qui découvrit son père, inerte, sur le siège des toilettes. « Tout un trajet », pensa le fils. « Commencer à Alexandrie, pas loin du site de l'ancienne bibliothèque, et finir sur une chiotte entourée de quatre murs en gyproc. »

Deux jours plus tard, le fils reçut un appel du propriétaire du 4356 de la rue 23.

— Ouain, bonjour monsieur, c'est au sujet de l'appartement de votre père... Je trouve ça ben, ben désolant ce qui est arrivé... en tout cas, je vous appelle, là, parce que moi, va ben falloir que je re-loue, tsé, pis y a encore les affaires de votre père, pis je veux pas commencer les visites tout de suite parce que les gens y aiment pas ça savoir qu'y avait un mort dans'maison pis encore moins dans les bécosses... Ça coupe l'inspiration comme...

— C'est bon, je vais venir vous vider la maison.

— Vous êtes ben correct...

— C'est ça.

Pour tout dire, il ne restait plus grand-chose dans la maison de son père, à part quelques verres, assiettes et chiffons qui traînaient un peu partout. Il ne restait plus grand-chose dans les armoires, plus grand-chose non plus dans les tiroirs, plus grand-chose non plus dans sa tête, dans son esprit. Son corps seul portait encore quelques traces de fatigue et de sommeil. Les heures passées à marcher dehors l'avaient ébloui de soleil. Il était par la suite revenu à la maison de son père comme une dernière visite sur des lieux où l'on ne reviendra plus jamais.

Mon père est mort, pensa-t-il. Hier encore, il se faisait cuire des haricots sur ce four, aujourd'hui débranché. Il s'assit dans un coin et attendit que quelque chose en lui se mette à bouger, à vibrer, à vivre, à s'émouvoir, à devenir, à retentir, à exister, à être. Pleurer ne voulait rien dire, cela lui rappelait trop résolument les milliers de films qu'il avait vus. Je ne pleure jamais de toute façon, pensa-t-il, pourquoi pleurer aujourd'hui? Parce que c'est grave aujourd'hui. Aujourd'hui, c'est une journée unique. Mon père est mort et je n'en ai qu'un. Alors il faut bien que je pleure. Oui mais on s'en fout, on s'en fout, quoi d'autre encore... tu le sais bien que plus une seule larme dans ce monde n'existe pour toi.

PHOTO :
MARYSE WARDA



Il se releva, se remit à marcher, à arpenter les couloirs de la maison, à rentrer dans chaque chambre, mais rien, rien ne lui venait, aucune émotion. Il n'y avait là rien, mais rien de rassurant. Il se disait que s'il pouvait péter une crise face à ses souvenirs, aux souvenirs de son père assis dans son fauteuil à disserter sur la vie, s'il pouvait hurler une douleur qu'il ne ressentait pas et si justement il pouvait ressentir cette douleur qui serait merveilleuse, qui lui ferait jaillir les larmes des yeux, alors justement, oui, là, en se roulant par terre en donnant des coups au sol, en hurlant, il pourrait au moins avoir la confirmation de sa normalité.

Mais va te faire foutre. Il n'y avait rien. Rien, mais rien de rien, il pouvait toujours suer, il ne s'émouvra de rien. Il ressortit de la chambre à coucher pour rentrer dans le salon où, sur les portes,

**Tu le sais bien que plus
une seule larme dans ce
monde n'existe pour toi.**

subsistaient encore les traces des doigts de son père, à l'emplacement exact où il poussait la porte pour la refermer. Il scruta les marques. Il resta longtemps penché à regarder ces taches noires. Mon père fut aussi une tache, cette tache, la voici. Il éclata de rire, se prit la tête à une main, se gratta les cheveux et s'arrêta devant la fenêtre de la cuisine où

il put voir le chat de la voisine venir s'étirer sur le devant de la galerie. Toi, tu es encore vivant, et tu es bien content.

Il ouvrit la porte de la cuisine et s'accroupit. Il tendit sa main droite et appela le chat qui s'avança et rentra dans l'appartement. Il le prit dans ses bras, le leva et lui embrassa le ventre puis le reprit entre ses bras. Le chat ronronnait, le vent soufflait, c'était l'été et le ciel était bleu. Il monta avec le chat dans la chambre de son père, ouvrit le placard, détacha son lacet de soulier, en fit un nœud qu'il passa autour du cou du chat, accrocha le lacet sur l'une des tringles de l'armoire et pendit le chat. Tu peux toujours ronronner, dit-il. Et il s'en alla.

WAJDI MOUAWAD

ÉLIANE EXCOFFIER,
BÊTE NOIRE, 2000

SITES INTERNET



VISION D'ÉGLISE

CULTURE-ET-FOI.F2S.COM



Le réseau Culture et Foi

"Maintenant ces trois-là demeurent, la foi, l'espérance et l'amour, mais l'amour est le plus grand (1 Co 13, 13)"

- entrer -

Le site québécois récent – février 2000 – du réseau Culture et foi mérite d'être mentionné, à plus d'un titre. D'abord parce qu'il offre un espace précieux, au sein de l'Église catholique, où se discutent des prises de positions pastorales institutionnelles controversées. Il fait entendre des voix discordantes peu répercutées dans les médias. L'Église est le peuple de Dieu, on ne le dira jamais assez, avant d'être une institution. C'est le devoir des chrétiens et des chrétiennes d'incarner l'Évangile dans le temps et dans le monde dans lesquels ils vivent. Tâche difficile, et qui demande courage, audace, autant que fidélité. Cette inculturation de la foi ne peut se faire dans le repli confortable d'une obéissance aveugle, dans l'effacement de soi devant l'autorité indiscutable. Combien de saints ont été élevés sur leur niche et promus au culte populaire – et combien le seront encore – pour nous convaincre que la soumission est la vertu évangélique par

excellence? Que de fois au nom de cette vision n'a-t-on pas sévi devant l'impertinence de la liberté en acte et fait taire la voix prophétique menaçante?

Beaucoup de chrétiens devant l'intransigeance que manifestent certains responsables ecclésiastiques préfèrent garder le silence, en faisant comme si la pratique et le discours officiels ne les concernaient pas – au nom d'une communion sans conflit. On ravale alors son indignation, espérant que l'Esprit soufflera assez fort pour dépoussiérer les officines, sans qu'on ait trop à s'en mêler. L'ouverture des fenêtres de Vatican II a donné à plus d'un prélat un rhume carabiné qui leur a fait refermer très tôt les fenêtres ouvertes sur le monde. D'autres chrétiens choisissent plutôt la voie de sortie, fatigués de vivre ce genre de schizophrénie. Les églises se vident, mais rien ne change. On rejette la faute sur la culture de consommation, sur le matérialisme ambiant qui détournent de

la spiritualité, sans remarquer par ailleurs qu'on se bouscule aux portes du marché des croyances. Et on s'affaire à gérer la petite vie routinière d'un culte dont on a bouché la source jaillissante.

Le réseau Culture et foi a choisi de parler au cœur de l'Église de voies nouvelles et novatrices, sans pour autant jeter aux orties l'idée d'autorité ni celle d'institution, redonnant ainsi tout son sens à la responsabilité baptismale des chrétiens, au pouvoir du peuple de Dieu dans la quête de sens et de chemins d'incarnation.

Rappelons que le réseau, fondé en juin 1995 à l'initiative de Jean-Paul Lefebvre, regroupe des chrétiens et des chrétiennes optant pour une Église de la base. Ils travaillent à l'inculturation de la foi dans le monde moderne et à raviver l'espérance devant la désaffection progressive des églises. Il est constitué de petites équipes de réflexion qui promeuvent une spiritualité laïque et exercent « l'indispensable fonction critique ». Il a établi des liens étroits avec le mouvement international *Nous sommes l'Église*, fortement présent en Europe et aux États-Unis.

Ce modeste site donne accès à des dossiers qui méritent notre attention, parce qu'ils touchent à des sujets tabous. La question de la sexualité, par exemple, et particulièrement celle des prêtres. Le dernier dossier en date reprend la controverse lancée par le *National Catholic Reporter*, en mars dernier, sur le harcèlement sexuel et les relations forcées de religieuses avec des prêtres en Afrique, en y intégrant des textes ultérieurs d'ici et d'ailleurs concernant cette affaire.

L'autre dossier, *Dominus Iesus*, regroupe le texte du cardinal Ratzinger et différentes critiques internationales de

Culture et Foi

Réseau en site de Culture et Foi

Quoi de neuf ?

- CONVOCATIONS :
 - Jeudi, le 14 jan. de christianisme en accusation, rencontres avec René Fémend et Marc Leboucher
- Une nouvelle section dans la colonne du menu: le Manifeste sur la pénurie de prêtres
- Lettres aux cardinaux Turot et Ambrozio en vue du Concile (Rome les 22-24 mai 2001)
- Le manque de prêtres dans le monde entier (document de Future Church)
- Nouveaux dossiers :
 - Section "Coups de cœur" : Avril 2001, l'une des expériences les plus violentes de l'histoire de la peinture... et l'une des reproductions les plus lumineuses et les plus douces
- Site du mois : Spiritualité 2000
- Livres du mois :
 - Le christianisme en accusation de René Fémend
 - Le rôle des évêques d'Henri Bourgeois
- Nouvelles d'Église :
 - Les Québécois restent des croyants, selon une enquête
 - Certains cardinaux réagissent au Vatican manifestant une égale discrétion
 - Le Vatican contre le langage incertain dans la liturgie
 - Un théologien moraliste espagnol, Mariano Meli, se soumet aux remarques de la Commission pour la doctrine de la foi. La procédure est close...
 - Un synode du peuple catholique
 - En conflit avec la Commission pour la doctrine de la foi, Paul Collins, évêque auxiliaire d'Australie, quitte l'épiscopat et les religions
- Textes libérateurs : Rencontres avec Gabriel Riopel
- Textes critiques : Un regard chrétien sur la ZLGA (Général de l'Ordre des Américains)
- Qui sommes-nous ? Jean-Paul Lefebvre raconte les origines du Réseau Culture et Foi

Culture et Foi

Nouvelles d'Église
Textes libérateurs
Textes critiques
Convocations
Nos archives
Nos coups de cœur
Nos liens
Qui sommes-nous ?
Equipe de recherche
Forum chrétien (F2P)
Une offre
Bonne nuit

Le bulletin

Novembre 2000
Mai 2000
Février 2000
Archives

Le manifeste

Histoire
Texte français
Texte anglais
Suite

Les dossiers

Dominus Iesus
Violences sexuelles faites à des religieuses par des prêtres
Revue 2001

théologiens qu'il a soulevées, comme celles de Gregory Baum, de Leonardo Boff et d'Ivone Gebara, entre autres.

Le site donne aussi accès à une banque d'articles de qualité, écrits par des auteurs importants d'une Église peuple de Dieu : Samuel Ruiz, Pedro Aguirre, Jacques Dupuis...

JEAN-CLAUDE RAVET

VIDÉOS



BARBEAU LIBRE COMME L'ART

RÉALISATION : MANON BARBEAU

RECHERCHE : NINON GAUTHIER

PRODUCTION : NATHALIE BARTON (INFORMACTION)

ET ÉRIC MICHEL (ONF)

DISTRIBUTION : ONF

DOCUMENTAIRE, VIDÉO, COULEUR, 50 MIN

L'art est une manière de transformer les choses, et l'art abstrait – l'art de notre temps – est un certain regard sur la nature. Il la voit de haut et parfois de très haut. Surgissent alors des formes et des couleurs insoupçonnées, comme par enchantement. La réalité apparaît sous un autre jour. L'œil s'éveille. C'est ce que nous révèle ce documentaire sur le peintre et sculpteur Marcel Barbeau qui signa, en 1948, le manifeste du *Refus global* de Paul-Émile Borduas.

Il est touchant d'entendre, au début du film, des réactions d'enfants du primaire face aux toiles de Barbeau. Une secrète connivence s'installe entre eux et le peintre que deux générations séparent. Un même côté naïf, une même capacité d'émerveillement, une même imagination. Qui eût cru que des enfants pouvaient être de plain-pied avec l'art abstrait! Très naturellement ils font des rapprochements entre des formes géométriques et des films connus, entre des enchevêtrements de lignes et la nature. Les surfaces planes se mettent à bouger pour devenir des vagues aux couleurs

profondes, de l'eau frémissante sous la caresse de la brise, car Barbeau cherche avant tout à transmettre la plénitude de la couleur tout autant que celle de la forme. Plénitude qui découle d'une harmonie entre nous et la nature perceptible certains jours, mais pas tous les jours.

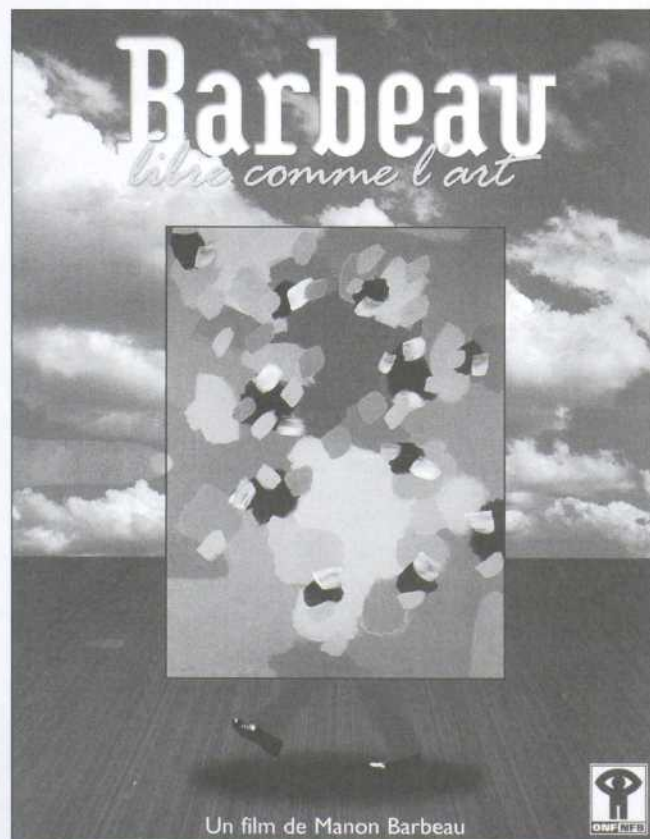
Le documentaire nous retrace l'itinéraire de Marcel Barbeau à travers le temps et l'espace : de Paris à Montréal en passant par New York. Rien de figé, une marche continuelle, 14 à 15 déménagements en six ans..., accompagnée de Ninon Gauthier qui désormais vit à ses côtés. Une recherche également continue pour créer des passerelles entre les divers arts. Ce que l'œil saisit, il le transmet au corps. Jocelyne Montpetit l'exprime merveilleusement lorsque, par la danse, son corps se confond avec une sculpture de Barbeau. Une heureuse interaction se produit entre le langage pictural et graphique et les autres disciplines. Les fameuses correspondances de Baudelaire se révèlent ici au plein jour. Peinture, danse, chant et musique ne font qu'un et s'appellent l'un l'autre. Sorte de magie qui nous transporte au-delà de nous-mêmes

ou qui nous convie tout simplement à un autre regard sur la beauté du monde.

L'homme Barbeau réputé avoir mauvais caractère apparaît ici tel un sage qui peut jouir aujourd'hui de son art et contempler le moyen d'expression qu'il a toujours rêvé de se donner. Une unité profonde se dégage d'une œuvre en apparence échevelée. « Les meilleurs tableaux sont ceux qui m'ont échappé », confesse-t-il. Ceux à travers lesquels la volonté était absente. Car souvent la volonté détruit tout. Il poursuit en disant que ce qui compte, c'est d'avoir des espoirs et de croire en la vie. Ayant traversé une sérieuse dépression entre 1983 et 1987, il sait de quoi il parle.

Merci Monsieur Barbeau. Vous nous donnez le goût de la liberté, si ce n'est le goût de peindre ou de danser.

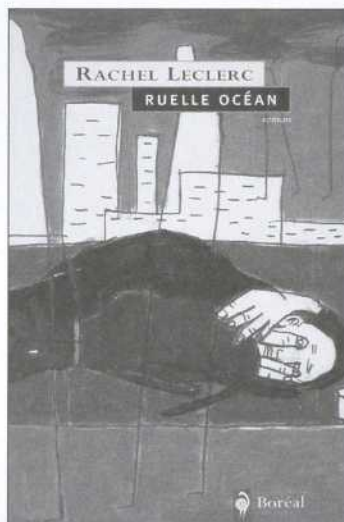
ANNE-MARIE AITKEN



Un dédale de souvenirs

RACHELLE LECLERC, *RUELLE OCÉAN*, MONTRÉAL, BORÉAL, 2001, 170 p.

« La recherche de la vérité a été longtemps quelque chose dont je faisais grand cas, je me débattais comme une forcenée dans un magma de souvenirs brumeux et de superstitions en y cherchant une unique cause, une grande lumière qui devrait donner sens à mon existence. De cette lutte contre moi-même, j'ai appris que les vérités sont nombreuses et inutiles. »



Voilà une phrase qui résume bien le chemin de l'héroïne du roman de Rachel Leclerc et qui en donne une bonne clé de lecture. Car il s'agit bien d'une quête à travers le déchiffrement du passé. Plus d'une fois, celui-ci s'entremêle au lancinant et troublant présent des relations entre une fille et son père dans un quartier pauvre de Montréal. Sorte de psychanalyse en acte, le récit de la fille s'entrecroise avec le récit du père au point que l'on ne sait pas toujours clairement qui parle et de qui l'on parle. Père et fille sont embarqués dans une même aventure qui ne semble mener nulle part. L'enfermement n'a pas d'issue et le bonheur est décidément exclu du rendez-vous.

L'écriture est subtile, évocatrice et poétique. Elle nous conduit dans l'univers de la brocante et de la ferraille qu'est finalement chacune de nos vies. Les personnages du roman y puisent d'insondables ressources en travaillant leur passé chacun à sa manière. Plongée dans le monde de la pauvreté des êtres, dans l'obscurité et les dédales des psychologies humaines. Émanation, cependant, d'une étrange beauté. De la brume surgit, diffuse, la réfraction de la lumière. Un peu comme les souvenirs qui nichent au creux de la mémoire, montent les effluves de la ville qui se conjuguent à celles de la Gaspésie dans un va-et-vient incessant que rien ne peut arrêter.

ANNE-MARIE AITKEN

Entre la miséricorde de Dieu et la cruauté des hommes

AHMADOU KOUROUMA, *ALLAH N'EST PAS OBLIGÉ*, PARIS, ÉDITIONS DU SEUIL, 2000, 233 p.

Il est omniprésent, Allah, dans ce roman. Supplications, jurons, malédictions et bénédictions s'en réclament à tour de rôle. Évoqué sans répit, il semble présent autant sur les champs de ruine du Liberia et de la Sierra Leone, que dans ce minuscule et éphémère havre de paix symbolisé par un couvent transformé en camp de déplacés par le mystérieux personnage de sœur Marie-Béatrice. Paradoxe est donc la présence d'Allah. D'un côté, face au caractère inextricable de la violence orchestrée dans cette guerre de diamants où déchaînés de tout acabit, rebelles et soldats avides de pouvoir et de sang règnent par la terreur, le personnage central, l'enfant soldat Birahima, d'un ton amère et désespéré, se trouve à déclarer — et c'est le titre du livre — « Allah n'est pas obligé d'être juste dans toutes ces choses ici-bas ». De l'autre, dans ce voyage au bout de l'enfer où, sous l'effet de la drogue, les enfants soldats, moitié victimes, moitié bourreaux, tombent comme des mouches en même

temps qu'ils rasant des collines et des villages entiers, chaque minute de survie, chaque poignée de riz partagée, chaque frère d'armes retrouvé, devient un instant de grâce. Birahima rappelle alors qu'Allah n'abandonne pas facilement ses propres créatures.



Beaucoup ont écrit, condamnant le péril des quelque cinq cent mille enfants mineurs utilisés comme combattants à travers le monde, en Afrique, en l'occurrence. On peut citer par exemple les remarquables rapports onusiens rédigés par Graça Machel et Olara Otunnu. Cependant le roman d'Ahmadou Kourouma tranche par son approche. La plume, le jargon, le ton et le rythme se veulent plus proches de l'univers culturel malinké, clan de Kourouma et du petit héros Birahima. La perspective historique privilégiée par l'auteur ainsi que sa rigueur d'analyse font du roman un récit dont le filon et la trame sont basés sur des faits historiques irréfutables. Kourouma remonte à l'histoire des esclaves affranchis aux États-Unis, dont la terre promise fut le Liberia et, dans une moindre mesure, la Sierra Leone, pour nous donner la clé de compréhension d'une des plus terrifiantes luttes fratricides africaines.

On respire au rythme du roman. Quand l'auteur nous fait traverser les villages ouest-africains dévastés, quand il évoque le bruit des canaux, quand il décrit le meurtre d'enfants, quand il nous entraîne sur l'autel du sacrifice pour constater que les jeunes filles sont non seulement esclaves d'armes, mais aussi esclaves sexuelles, on réalise à quel point la nature humaine peut regorger de tant de cruautés! Mais un autre paradoxe existe dans ce roman. À travers toutes ces déchirures, il y a de la place pour l'amour, la bonté et même l'humour. Le rapport mère-fils entre Birahiman, sa mère, sa grand-mère et sa tante dont il est à la recherche, nous révèle la plénitude de cette tendresse intarissable cachée dans nos cœurs d'enfant et de mère. Et que dire du risible personnage de Yacouba, véritable dindon de la farce?

Récit d'une enfance volée au moment où elle devait s'éclore, projection d'une Afrique otage de ses propres fils; le roman questionne les figures tristement emblématiques de la barbarie politique. Du sinistre James Taylor, ancien rebelle recyclé en chef d'État du Liberia, au criminel Foday Sankoh, chef du Front révolutionnaire uni (RUF) en passant par la controversée force d'interposition ouest-africaine (ECOMOG); c'est toute une partie de l'Afrique qui est passée au peigne fin. Après la lecture, on a envie de parodier le célèbre gospel : il ne nous reste qu'Allah...

FRANÇOISE NDUWIMANA

Des ressources pour tous

MATHIS WACKERNAGEL ET WILLIAM REES,
NOTRE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE. COMMENT RÉDUIRE
LES CONSÉQUENCES DE L'ACTIVITÉ HUMAINE SUR LA
TERRE? MONTRÉAL, LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ,
1999, 207 p.

Ce livre défend l'idée que la crise environnementale est un problème social plutôt que technique : des solutions sociales sont donc nécessaires pour diminuer la consommation des res-

sources par une population croissante sur une planète finie. Il comprend quatre chapitres. Le premier définit le concept d'empreinte écologique et répond aux critiques. Le deuxième le relie au développement durable et montre comment celui-ci contribue à construire une société soutenable. Le troisième indique comment le calculer et l'applique à 17 cas concrets. Le dernier discute des stratégies à mettre en œuvre à partir d'études sectorielles locales.

Les auteurs insistent sur un problème sérieux : les impacts environnementaux. Chacun a besoin d'une certaine superficie de terrain pour se nourrir et de forêts pour la matière ligneuse nécessaire aux activités quotidiennes. Nous devons utiliser beaucoup d'eau pour boire et pour laver, des tonnes de métaux pour construire bâtiments et véhicules, des quantités énormes de pétrole pour chauffer et circuler. Il faut beaucoup d'espace pour vivre, garer nos véhicules, commercer et nous récréer. L'espace requis pour ces besoins s'appelle l'empreinte écologique parce qu'il représente une ponction faite sur l'environnement. Au lieu de calculer la capacité de charge d'un écosystème face à l'impact de plusieurs types de populations, les auteurs mesurent la superficie nécessaire à une population pour vivre à un niveau décent.

Les humains utilisent beaucoup de ressources naturelles, comme la forêt, l'eau, les produits agricoles, le poisson, l'énergie. En un sens, nous sommes une espèce parasite face à l'environ-

nement. Les auteurs se concentrent sur les flux d'énergie et d'autres ressources qui relient les humains à l'économie et à l'écosphère. Ils traduisent des estimés du flux de ressources utilisées en superficie terrestre requise pour produire ces flux. C'est cela l'empreinte écologique d'une population donnée. L'opération de la mesure repose sur le fait que nous pouvons calculer approximativement ce que nous produisons et consommons, ainsi que le gaspillage qui en découle, et sur le fait que ce flux et ce gaspillage correspondent à une certaine superficie productive de terre. Celles-ci se retrouvent un peu partout sur la planète. En mesurant la productivité mondiale moyenne et les services écologiques que nous consommons, nous pouvons donc calculer la superficie nécessaire pour produire ces services.

Cet ouvrage propose une vision écologique aux antipodes de l'idéologie expansionniste des économistes néolibéraux. Pour Wackernagel et Rees, « l'économie humaine est un sous-système totalement dépendant de l'écosphère ». Pour déterminer l'empreinte écologique totale, nous additionnons toutes les zones mutuellement exclusives d'usage de la terre : pâturage, agriculture, forêts, eaux, régions construites, lieux d'extraction d'énergie fossile et zones minières. En additionnant la demande mondiale actuelle de ressources naturelles, on arrive à un total d'environ 9 milliards d'hectares de terre productive. Seulement 1,5 hectare environ est disponible pour chacun des 6 milliards d'humains, alors que l'empreinte écologique actuelle est de 2,2 hectares. Il y a donc un déficit de 0,7 hectare par personne. Si la situation écologique continuait à se détériorer, si la population mondiale doublait, si le niveau de vie augmentait en Inde et en Chine, et si chaque humain vivait comme les Nord-américains, nous aurions besoin d'environ cinq planètes additionnelles pour satisfaire les besoins de base

Mathis Wackernagel et William Rees

Notre empreinte écologique



de tout le monde. L'empreinte écologique du Nord-américain typique est de sept à onze hectares, trois à cinq fois la part qui lui reviendrait dans une distribution équitable. C'est dire que nous vivons au-delà de la capacité de charge de la planète, parce que nous puisons dans les ressources non renouvelables et spolions les pauvres qui n'obtiennent pas leur juste part.

En somme, l'empreinte écologique de certains individus, pays ou régions est beaucoup plus grande que la superficie de la terre qu'ils occupent. L'empreinte écologique, comme outil méthodologique, contribue à la solution des plus pressants problèmes environnementaux, en montrant que la capacité de charge de la planète est limitée et qu'elle se rétrécit au niveau global.

Ce livre est complexe à cause des concepts difficiles et des calculs approximatifs présentés, mais c'est un livre important qui démontre que les pays développés parasitent le reste de la planète. Les riches devraient consommer moins afin que les pauvres puissent vivre convenablement. Même au Canada, les 20 % les plus pauvres ont une empreinte écologique de moins de trois hectares par personne, pendant que les 20 % les plus riches utilisent chacun 12 hectares. Le libre-échange et les gains d'efficacité technologique ne mènent pas automatiquement à la soutenabilité écologique et socioéconomique. Le défi est plutôt de réduire la surconsommation et le gaspillage des riches, en visant une bonne qualité de vie pour tous. Ceci est réalisable par une réforme fiscale et par l'autonomie sur les plans local et régional.

L'économie, comme disait Karl Polanyi, est encastrée dans la culture et la société, et aussi dans la nature. La vie humaine est dépendante de son environnement biophysique. Il n'y a pas d'autre issue que la réduction de l'empreinte écologique des surconsommateurs que nous sommes, et l'amélioration de la qualité de vie du milliard d'humains qui vivent dans le dénuement et l'accès limité aux ressources planétaires.

JEAN-GUY VAILLANCOURT
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Étrange ouvrage

JEAN-PAUL KAUFFMANN, *LA LUTTE AVEC L'ANGE*, PARIS, ÉDITIONS LA TABLE RONDE, 2001, 262 p.

Sans trop savoir ce qu'il espère trouver, un homme, un peu étrange, entreprend un périple plus étrange encore. Semblant disposer de tout son temps et n'ayant plus de compte à rendre à personne, il se laisse guider par ses intuitions, les hasards, les associations. Il cherche. Amoureux d'une église calomniée et décrépète, l'église Saint-Sulpice de Paris, fasciné par un peintre, Eugène Delacroix, qui a laissé à l'église une fresque qui l'hypnotise, *Le combat avec l'Ange*, l'homme entreprend une longue quête de « réponses » qui, il le sait dès le départ, sont hors d'atteinte.



Mais qu'a-t-on à faire de l'impossible? Pourquoi faudrait-il s'y soumettre? Guidé autant par l'intelligence du cœur que par des techniques de journaliste d'enquête, l'homme hante les lieux semaine après semaine, interroge les dates, les coïnci-

dences, les érudits et le sacristain. Il plonge dans les complexes histoires de famille du peintre, rapporte, à force de contemplation et de fouilles, mille et un détails sur ses œuvres, établit des rapprochements avec d'autres artistes. Mais ce n'est pas ce qu'il cherche vraiment. Explorant l'église, il rencontre des personnages de roman qui, de fait, sont des personnes exceptionnelles – mais qui ne peuvent, elles non plus, répondre à ses interrogations. Toujours à l'affût de lumière, il la poursuit – plan d'architecture en main – jusque dans les plus sombres recoins du temple, ne la trouvant que quelques rares instants. Une satisfaction toujours passagère, éphémère.

L'homme note presque tout cela dans ce qui doit ressembler à un cahier, au rythme qu'imposent ses déambulations ou ses fuites. Attentif au détail comme les anciens prisonniers savent l'être, il écrit – se souciant peu des genres littéraires, utilisant, au besoin, une langue lyrique ou simplement descriptive. Ici, comme pour Jacob, il ne s'agit pas d'une lutte contre un adversaire, mais avec un ange... Par son œuvre, Delacroix a immortalisé un instant de cette lutte et a donc banni toute possibilité de la voir totalement s'achever. Par contre, faute de moyens et d'amour, l'église Saint-Sulpice semble irrémédiablement condamnée à la disparition. L'éternel et le mortel. L'homme et la vie.

L'homme, c'est Jean-Paul Kauffmann, croyant sans ostentation, marqué à jamais par son expérience d'otage au Liban. Son « cahier » est devenu *La lutte avec l'ange*, ouvrage que l'éditeur se garde bien de qualifier... puisqu'il est inclassable, mêlant méditation, récit personnel, recherche historique et critique d'art. Le lectorat entrera – ou non – dans ces 262 pages, divisées en dix-huit petits chapitres. Ceux et celles qui réussiront à le faire auront peut-être l'impression de rencontrer l'une de ces « vieilles âmes » dont parlaient nos grands-parents, celles qui avaient déjà connu le meilleur et le pire, qui en sont revenues, mais jamais entièrement.

FRANCINE TARDIF

Soirées Relations SUR cassettes vidéo

Quelques sujets disponibles :

- Au Nord et au Sud, les dessous du discours religieux sur les femmes (17-05-2001)
- Le projet de la ZLEA n'est pas recevable (19-03-2001)
- Religion et société : du passé à l'avenir (19-02-2001)
- Développement urbain à Montréal : pour qui et à quel prix? (16-10-2000)
- Fiscalité et projet de société (20-03-2000)
- Les défis posés à la transmission de la foi (18-10-1999)
- Le suicide, un défi de société (12-04-1999).

ACHAT : 27 \$ PAR CASSETTE (FRAIS D'EXPÉDITION INCLUS).

LOCATION (10 JOURS) : 9 \$ PAR CASSETTE + FRAIS D'EXPÉDITION.

TVQ ET TPS SONT COMPRIS DANS CES PRIX.

**Pour obtenir la liste complète des soirées qui ont été enregistrées,
s'adresser à Pauline Roy, au Centre justice et foi,
par téléphone : 387-2541 ou courriel : proy@cjf.qc.ca**

Relations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

UN AN : 30 \$ DEUX ANS : 55 \$

À L'ÉTRANGER (UN AN) : 35 \$

ÉTUDIANT : 25 \$ (SUR JUSTIFICATIF)

par téléphone : (514) 387-2541

par télécopieur : (514) 387-0206

par courriel : relations@cjf.qc.ca

par la poste :

Relations

a/s Mme Hélène Desmarais

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec) H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$
à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*) ☐

Visa ☐

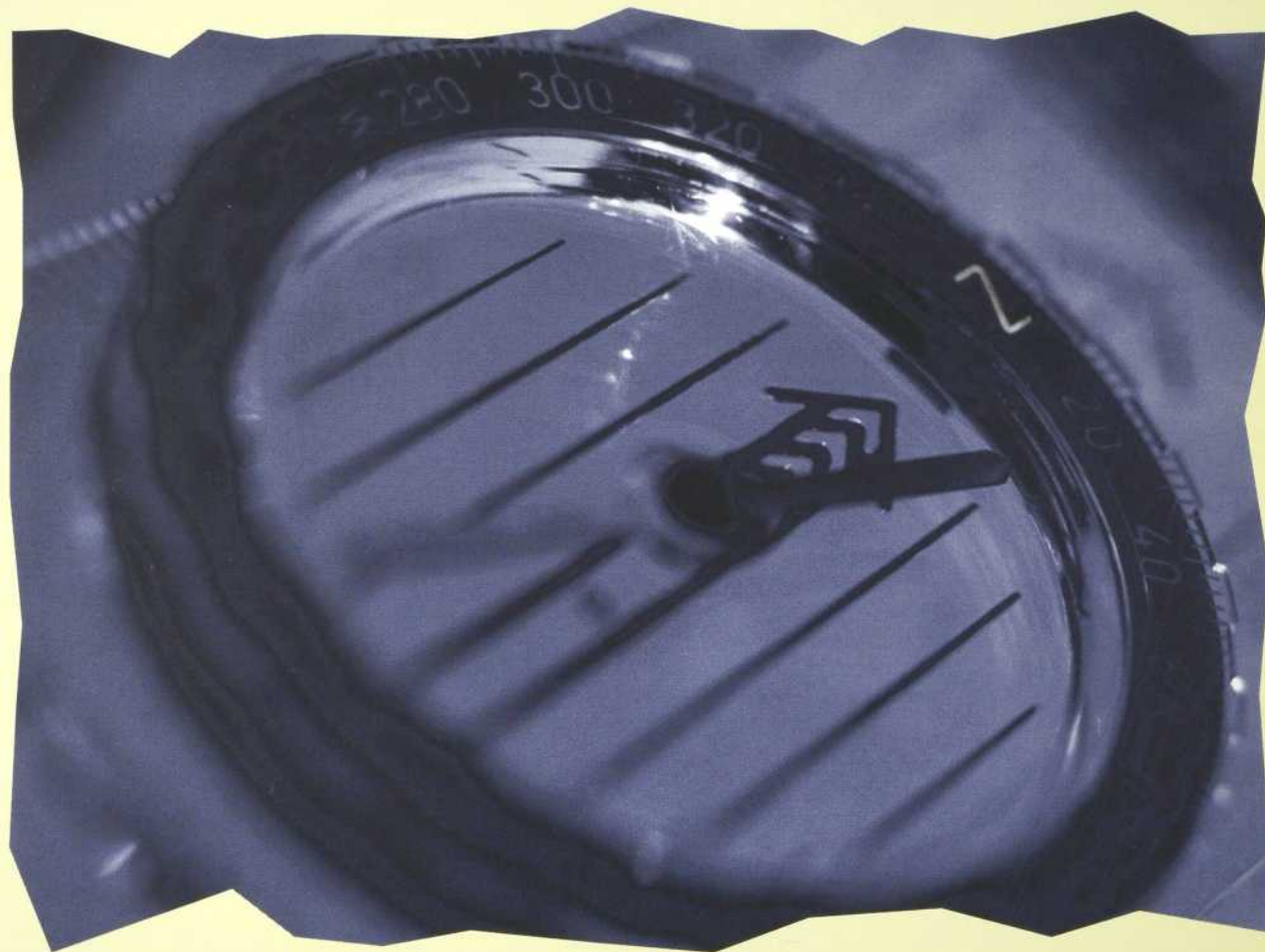
Mastercard ☐

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____

SIGNATURE _____

Ne perdez pas le
nord...



Suivez l'actualité au
quotidien

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

(514) 985-3355

1 800 463-7559